

Revue européenne
des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

Revue européenne des sciences sociales

European Journal of Social Sciences

XL-122 | 2002

Sociologie et sociologues : pour quoi faire ?

Entre cultures et structures. Essai d'autobiographie sociologique

Jacques Coenen-Huther



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/628>

DOI : 10.4000/ress.628

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 5-39

ISBN : 2-600-00679-6

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Jacques Coenen-Huther, « Entre cultures et structures. Essai d'autobiographie sociologique », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XL-122 | 2002, mis en ligne le 03 décembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/628> ; DOI : 10.4000/ress.628

Jacques COENEN-HUTHER

ENTRE CULTURES ET STRUCTURES ESSAI D'AUTOBIOGRAPHIE SOCIOLOGIQUE

Les catégories conceptuelles et les modes de raisonnement de la sociologie seraient de bien peu d'intérêt s'ils ne pouvaient être mis à l'épreuve dans notre propre univers quotidien. C'est ce qui m'a souvent conduit à tirer parti d'occasions fortuites pour pratiquer l'une ou l'autre forme d'observation directe, plus ou moins participante¹. Comme le fit observer Robert Merton, «put in terms of a workaday sociological concept, autobiographers are the ultimate participants in a dual participant-observer role...» (1988, p. 18). Arrivé à un âge où la tentation des bilans introspectifs et rétrospectifs commence peu à peu à se faire sentir, j'essaierai de présenter ici de façon sociologiquement pertinente le parcours de vie d'un sociologue moyen, comme il en existe en ce moment des milliers de par le monde, un sociologue «sans qualités», pourrait-on dire, en référence à ce «*Mann ohne Eigenschaften*» qui symbolise et personnifie l'entreprise d'autobiographie réflexive de Robert Musil².

Je suis né à Bruxelles, en 1937, d'un père flamand et d'une mère russe. Ceux-ci m'élevèrent dans une langue qui n'était ni celle de l'un ni celle de l'autre, mais la seule qu'ils eussent en commun et que le milieu ambiant, à l'époque, leur imposait avec une force contraignante peu commune : le français. Il en résulte que la langue que je maîtrise le mieux n'est pas celle que je parle le plus volontiers et que ma relation à la culture française est pour le moins ambivalente. Les quelques fragments de généalogie qui me sont accessibles suggèrent des réalités socialement et culturellement très contrastées : du côté paternel, au-delà d'une génération de transition, une lignée ininterrompue de paysans et d'artisans, tous issus d'un même coin de Brabant flamand ; du côté maternel au contraire, un tableau tourmenté où apparaissent des aristocrates d'épée et de cour : russes, polonais, ukrainiens, baltes... De part et d'autre, un événement de portée cataclysmique vint bouleverser les évidences acquises, les «*of course*» *assumptions* d'Alfred Schütz : l'invasion allemande de 1914 qui précipita les soldats flamands – les *Frontsoldaten* – dans les tranchées de la Première Guerre mondiale ; la révolution bolchévique de 1917 qui acheva de détruire l'ordre traditionnel et envoya ses tenants sur les chemins de l'exil. Si l'on ajoute que la nationalité de mon pays natal – en raison de circonstances familiales particulières – ne me fut acquise qu'en 1953 et que

¹ Je me permets de renvoyer à ce sujet à mon *Observation participante et théorie sociologique* (1995) et particulièrement aux deux derniers chapitres.

² Je remercie Giovanni Busino qui m'a invité à me lancer dans cette aventure intellectuelle. Sans son incitation amicale, je ne m'y serais sans doute jamais hasardé.

j'eus le statut d'apatride jusqu'à l'âge de seize ans, on conviendra peut-être qu'il n'en faut guère plus pour convier ici le personnage du *marginal man* de Robert Park (1928). C'est en tout cas à ce type social qu'il m'est arrivé plus d'une fois, à tort ou à raison, de m'identifier.

Le sentiment récurrent de se trouver «*zwischen allen Stühlen*», pour employer une des expressions favorites de Victor Klemperer (1999), ne suffit évidemment pas à susciter l'esprit sociologique bien qu'il puisse y contribuer fortement. Comme beaucoup d'autres avant moi³, je suis venu à la sociologie, non par souci de connaissance pure mais par intérêt actif pour les questions politiques et sociales auxquelles je m'étais éveillé au milieu des années cinquante. La Belgique de l'époque vivait quantité d'événements qui ne laissaient que peu d'indifférents : en bref, les derniers soubresauts de la « guerre scolaire » entre partisans de la laïcité et défenseurs de l'école privée catholique, le nouvel essor du mouvement flamand, les prémisses de la décolonisation, la lutte du syndicalisme socialiste pour des réformes de structure de l'économie, la catastrophe du charbonnage du Bois du Cazier à Marcinelle et ce qu'elle révéla des conditions de travail des mineurs. Sur le plan international, l'insurrection de Budapest ravivait le débat sur les mérites du modèle soviétique ; quant à la guerre d'Algérie, elle faisait ressurgir tragiquement le dilemme de l'éthique de conviction et de l'éthique de responsabilité. J'eus ma part de tout cela en tant que militant des jeunesses socialistes ; une part modeste tout d'abord, comme elle peut l'être entre dix-huit et vingt ans : manifestations, pétitions, collectes, distributions de tracts, affichage sauvage... ; une part plus sérieuse – plus risquée aussi – lorsqu'il s'agira, un peu plus tard, de seconder les « porteurs de valises » du réseau Jeanson et d'aider les déserteurs français du groupe « Jeune Résistance ».

Le mot « sociologie » m'apparut pour la première fois en 1955, dans le programme des cours de l'Ecole Ouvrière Supérieure fondée dans les années trente à Bruxelles par Henri de Man, l'auteur controversé de *Au delà du marxisme* (1927)⁴. J'avais dix-huit ans, je ne savais trop ce dont il s'agissait exactement, mais cette discipline semblait m'offrir la promesse d'outils intellectuels au service de l'action politique et sociale. C'est à l'EOS – à la fois institut d'études sociales et école de cadres du mouvement ouvrier socialiste – que je reçus ma formation première en sciences sociales et économiques. Quand j'y étais étudiant, le nom du fondateur, décédé en exil quelques années auparavant, était pudiquement passé sous silence en raison du discrédit que continuait à lui valoir son attitude jugée ambiguë sous l'occupation hitlérienne ; ses méthodes pédagogiques restaient toutefois en honneur⁵. Et je garde de mes années dans cet établissement hors du commun le souvenir d'un milieu particulièrement attachant et stimulant, où de très jeunes gens comme moi cotoyaient des membres chevronnés des organisations

³ Durkheim lui-même n'écrivait-il pas dans *Les Règles...* : « à quoi bon de travailler pour connaître le réel, si la connaissance que nous en acquérons ne peut nous servir dans la vie ? » (1895, 1992, p. 48).

⁴ Auquel la « Revue Européenne des Sciences Sociales » a consacré un numéro spécial sous le titre *Sur l'œuvre d'Henri de Man* (Tome XII, No 31, 1974).

⁵ Sur l'époque fondatrice et son climat, cf. Ariane Dierickx, *L'Ecole Ouvrière Supérieure. Un laboratoire d'idées pour le Parti Ouvrier Belge*, Bruxelles, Labor, 1996.

ouvrières : syndicats, coopératives, sociétés mutualistes. A cet égard, je me sens en harmonie de pensée avec Liliane Voyé, présidente honoraire de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, lorsqu'elle décrit son expérience à l'ISCO, l'Institut Supérieur de Culture Ouvrière d'inspiration sociale-chrétienne (2001, p. 30). C'est de cette période – 1955-1959 –, marquée par mon passage à l'École Ouvrière Supérieure, que datent mes premières recherches en milieu ouvrier qui me confrontèrent d'emblée à quelques problèmes méthodologiques et épistémologiques toujours actuels.

A LA DÉCOUVERTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Ma toute première expérience se situe en 1957. Je réussis à me faire embaucher comme ouvrier de laminoir à l'usine Espérance-Longdoz à Jemeppe-sur-Meuse, une des « colossales entreprises » dont parle Liliane Voyé (*ibid.*). Ce fut une plongée dans cette « jungle de bruit et de métal » que j'ai évoquée plus tard dans un article (1984, pp. 169-175) repris dans mon *Observation participante...* (1995, chap. II). Je me suis ainsi immergé dans le monde des « cols bleus », avec ses usages, ses normes, sa subculture particulière, sa conscience de classe aussi. Quand je l'ai quitté, j'étais immunisé pour longtemps contre la séduction des idées à la mode sur la disparition des barrières de classes. A l'époque, cette première observation participante ne donna lieu qu'à des travaux d'étudiant non publiés. Jean Peneff, qui a bien voulu me citer parmi les « premiers sociologues en usine », (1996, pp. 33, 38) s'est demandé pourquoi nos travaux de terrain n'avaient pas eu davantage de suites (*ibid.*, p. 33 *et sq.*). Outre les facteurs d'ordre général dont fait état Peneff – et qui concernent aussi bien Bernoux, Dofny ou Sainsaulieu – des divergences de vue avec mes superviseurs m'incitèrent à mettre fin à l'opération de façon quelque peu abrupte. La pratique de l'observation participante impose en effet des choix de méthode qui n'ont jamais fait l'unanimité, ni parmi les chercheurs de terrain ni parmi les méthodologues; j'y ai fait allusion dans une publication ultérieure (1996, pp. 133-134).

Quoi qu'il en soit, cette première exploration en milieu ouvrier ne manqua pas d'influencer la conception d'une enquête menée l'année suivante dans une banlieue ouvrière de l'agglomération bruxelloise. L'enquête eut lieu en 1958⁶. La grande majorité des ouvriers interrogés appartenaient à la base politique du Parti Socialiste Belge dont ils étaient les électeurs fidèles. Confrontés à des questions portant sur le programme politique et sur la charte doctrinale de ce parti, les ouvriers soumis à l'enquête fournirent des réponses s'écartant considérablement de ce que leur comportement électoral aurait pu faire attendre. Le socialisme se résumait pour eux à la défense des intérêts les plus immédiats des ouvriers. Ses aspects doctrinaux leur étaient étrangers. En outre, un fossé semblait s'être creusé entre les cadres politiques et leur base ouvrière. A une époque où le parti en question se réclamait encore d'une doctrine révolutionnaire, ces résultats suscitèrent

⁶ J'ai déjà relaté ce qui suit dans un mémoire d'habilitation non publié sur lequel je m'appuie ici (*Sortir du labyrinthe? Pour une cumulativité du savoir sociologique : illusions et réalités*, Université de Toulouse-Le Mirail, janvier 1991).

un grand intérêt. René Evalenko⁷, alors directeur de l'Institut Emile Vandervelde, le bureau d'études du Parti Socialiste Belge, m'en offrit la publication. Ce fut mon premier livre – *Opinions politiques en milieu ouvrier* (1961) – dont il n'est pas exagéré de dire qu'il fit sensation. Il capta en effet l'attention de la presse belge de toutes tendances pendant plusieurs mois. Au sein de l'aile gauche du PSB, on me soupçonna de m'être prêté à une manœuvre politique visant à modifier les rapports de force entre les diverses tendances du parti⁸. Fidèle à la conception naïvement positiviste qui était la mienne à l'époque, je m'étais contenté de présenter des résultats bruts, sans y ajouter le moindre essai d'interprétation. Les commentaires que j'avais omis de présenter dans un souci de « neutralité scientifique » furent bien évidemment faits par d'autres – journalistes, publicistes, hommes politiques – sans que la lucidité analytique y trouvât toujours son compte. Entre l'enquête et sa publication, une grève très importante, comportant des aspects insurrectionnels – fréquemment appelée à l'époque « la grève du siècle » – paralysa en grande partie la vie du pays pendant plusieurs semaines. Certains crurent voir une contradiction inexplicable entre des résultats d'enquête considérés – à tort – comme un appui à la thèse de l'embourgeoisement de la classe ouvrière et le puissant mouvement social qui avait suivi. Cela donna lieu à une tentative maladroite de discréditer l'enquête, sous la plume de Marcel Bolle de Bal (1965, p. 113) qui fut parfois mieux inspiré. Dans une réponse qui m'attira de nombreuses marques de sympathie et d'estime⁹, j'entrepris de proposer une interprétation supprimant la contradiction apparente (1965, pp. 276-280). Au-delà de l'aspect strictement politique des réponses, l'enquête montrait en effet que certains traits de classe restaient très marqués, que la conscience d'appartenir à un groupe social particulier – la classe ouvrière – restait vive, et que c'est à leur condition d'ouvrier que les travailleurs interrogés liaient leur adhésion au PSB ou leur vote pour ce parti. En bref, même si les doctrinaires ne retrouvaient pas la classe ouvrière de leurs rêves, investie d'une mission historique, cette classe ouvrière restait une réalité à la fois objective et subjective. Il m'apparaissait donc clairement que la grande grève de l'hiver 1960-61 n'avait apporté aucun démenti *a posteriori* à mes résultats. A mes yeux, les données des enquêtes en milieu ouvrier¹⁰ tout comme le mouvement de grève auquel on avait assisté indiquaient que la classe ouvrière restait une réalité, qu'elle restait relativement faiblement intégrée à la société globale, qu'on y rencontrait des sentiments de frustration liés au caractère du travail ouvrier et au statut social qui en résultait, qu'il y régnait une désaffection profonde à l'égard de la classe politique. Les données des enquêtes et la grande grève fournissaient en outre la preuve de la crise que traversait le mouvement ouvrier socialiste. La grève

⁷ Qui s'était illustré auparavant, en compagnie de R. De Smet, par une des premières études de sociologie électorale en Belgique (De Smet et Evalenko, 1956), à laquelle Raymond Boudon accorda de l'attention dans *L'analyse mathématique des faits sociaux* (1967).

⁸ Ernest Mandel, le dirigeant trotskiste, qui me connaissait personnellement et qui avait publié mes articles à teneur antimilitariste et anticolonialiste dans son hebdomadaire, *La Gauche*, se porta garant de mon intégrité mais estima que je m'étais laissé manipuler par les « éléments réformistes » du parti.

⁹ Cette réponse avait un ton très nettement polémique, justifié à mes yeux par la brutalité inhabituelle de l'attaque.

¹⁰ Pas seulement celle dont il était question, mais d'autres, publiées à la même époque.

avait en effet révélé, tout comme les réponses à mes questions, l'existence d'une véritable cassure entre l'appareil socialiste et sa base ouvrière traditionnelle. En somme, des flambées de colère qu'aucune perspective ne venait orienter ne contredisaient nullement ce qu'on constatait par ailleurs : le faible degré de participation politique et sociale, et le repli sur la vie domestique (*ibid.*, pp. 279-280).

Depuis lors, l'objet même du débat a largement perdu de sa pertinence. Avec le recul des années, ce qu'il me paraît important de souligner, c'est que le désir de présenter des résultats de manière neutre, objective, sans interférence de jugements personnels, m'interdit dans un premier temps de conférer un sens aux données d'enquête que j'avais à présenter. Ce sont les réactions des commentateurs qui me firent sentir qu'en l'absence d'une interprétation sociologique fondée sur tous les éléments d'appréciation disponibles, c'était une interprétation de nature présociologique, triviale, qui risquait de s'imposer : l'embourgeoisement de la classe ouvrière. Mais celle-ci en imposait une autre, complémentaire, relative à la grève : le rôle des meneurs. Aucune des deux ne permettait vraiment de prendre en compte tous les faits en cause. C'est alors – mais alors seulement – que je réagis en proposant une interprétation offrant une cohérence d'ensemble à des faits apparemment contradictoires. Certes, cette interprétation allait au-delà de ce que les données de l'enquête permettaient d'avancer ; autrement dit, elle allait au-delà des données de l'expérience, contrairement aux prescriptions du positivisme. Elle n'en était pas pour autant arbitraire. L'aptitude à conférer du sens et à surmonter les contradictions apparentes est en soi un critère de plausibilité. En outre, des informations concordantes – ce que les Anglo-Saxons appellent *circumstantial evidence* – provenaient de sources diverses : mon expérience antérieure d'observation participante en usine, d'autres enquêtes et témoignages, enfin les réactions des militants syndicaux de base qui étaient toutes approbatrices, à l'encontre de celles des intellectuels de gauche. A l'époque, je ne tirai pas immédiatement la leçon de l'aventure. Ce n'est que plus tard qu'il devint pour moi tout à fait clair qu'il n'y a pas de faits bruts pour l'activité scientifique, que les faits ne parlent pas d'eux-mêmes, et qu'à vouloir les laisser parler... on laisse parler les autres.

L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

A la suite de mes études à l'Ecole Ouvrière Supérieure, je fus présenté à Henri Janne, professeur à l'Université Libre de Bruxelles, sénateur socialiste, cofondateur avec Georges Gurvitch de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Henri Janne m'offrit la possibilité de préparer une licence en sciences sociales dans sa faculté tout en participant sous sa direction aux recherches menées à l'Institut de Sociologie : le prestigieux Institut de Sociologie Solvay, qu'on allait bientôt débaptiser pour éviter la confusion avec les entreprises industrielles du même nom¹¹. La sociologie qui me fut présentée par mes maîtres bruxellois, Henri Janne, Georges Goriely, Jean Morsa, s'imposa à moi comme un ensemble de théories et de doctrines très diverses aux allures de labyrinthe intel-

¹¹ Sur la période fondatrice de l'Institut de Sociologie créé en 1902 par Ernest Solvay, on consultera avec fruit l'ouvrage très documenté de Jean-François Crombois (1994).

lectuel. L'influence d'Eugène Dupréel restait prépondérante et sa *Sociologie générale* (1948) ne cessait pas de faire autorité. Elle affirmait une volonté de synthèse entre les influences de Durkheim et de Tarde. Elle véhiculait par ailleurs une orientation formaliste très clairement héritée de Simmel¹². Henri Janne se voulait le continuateur de Dupréel. De celui-ci, il gardait l'idée que le facteur technique, élément-charnière entre la nature et la culture, offrait le support majeur d'une sociologie générale. Il en résulta une rencontre intellectuelle avec l'œuvre de Lewis Mumford (1950). La conscience des interdépendances systémiques fondant les configurations techniques rapprocha Henri Janne du fonctionnalisme sociologique moderne. Il fut l'un des premiers sociologues de langue française à s'intéresser à l'œuvre de Robert Merton. Le paradigme d'analyse fonctionnelle présenté par celui-ci dans son essai sur les fonctions manifestes et les fonctions latentes (1949) le séduisait et tendait à devenir à ses yeux la grille d'analyse obligée. Henri Janne était également très ouvert aux idées de Gurvitch qui dominait institutionnellement la sociologie de langue française. De son côté, Georges Goriely s'employait à dissiper les illusions positivistes, insistant vigoureusement sur le statut particulier de la connaissance sociologique (1950). A l'époque, cette épistémologie discontinuiste et relativisante allait radicalement à contre-courant des tendances dominantes et de mes propres inclinations. Elle permit toutefois aux influences aroniennes et, par-delà, weberiennes, de se faire sentir, fût-ce marginalement. Georges Goriely était par ailleurs un spécialiste de l'histoire des idées politiques. Grand connaisseur de la vie et de l'œuvre de Sorel, il cherchait à nous faire partager son intérêt pour le syndicalisme révolutionnaire et les *Réflexions sur la violence*. A l'opposé de l'enseignement de Goriely, tout comme des conceptions de Gurvitch, Jean Morsa était l'homme de l'opérationnalisme strict et de la quantification¹³, n'hésitant pas à polémiquer à ce sujet avec Sorokin. C'est lui pourtant qui me fit découvrir Jules Romains et les trésors d'esprit sociologique contenus dans *Les hommes de bonne volonté*, à une époque où le clin d'œil à la littérature était mal accepté. Pendant mes études à l'U.L.B. j'eus également le privilège d'avoir pour professeurs Lucien Goldmann, Pierre Gourou, Luc de Heusch, Chaïm Perelman et Jean Stengers. Je mesure, actuellement beaucoup mieux qu'alors, tout ce dont je leur suis redevable.

Jeune chercheur, étudiant, aux prises avec des influences diverses et souvent contradictoires, j'étais enclin à prendre parti sans trop de nuances, comme on peut le faire entre vingt et trente ans. Je me refusais à admettre qu'il pût y avoir une différence entre sciences humaines et sciences de la nature. La méthode expérimentale me paraissait offrir, sous des formes diverses, les normes appropriées de la recherche d'un savoir vérifié. Quant à l'accumulation d'un tel savoir, elle ne me semblait guère avoir de sens en dehors de préoccupations d'action politique ou sociale. Mes références intellectuelles de l'époque étaient curieusement éclectiques. Il y avait tout d'abord Raymond Boudon: le « jeune Boudon », disciple de Lazarsfeld et émule de Coleman; Jean Morsa avait attiré mon attention sur ses premières publications. Je me sentais en affinité avec son attitude à l'égard des

¹² L'influence de Simmel est explicitement reconnue dans *Le rapport social* (Dupréel, 1912). Elle n'est plus que sous-entendue par la suite.

¹³ Dans la suite, il devait s'orienter plus exclusivement vers la démographie.

« fausses querelles de méthode » (1969), offrant l'espoir de substituer au vieux dilemme compréhension-explication un débat sur les différences entre structures de causalité (1967). Par l'intermédiaire de Lucien Goldmann, j'avais été initié aux fondements de l'épistémologie piagétienne et le beau volume *Logique et connaissance scientifique* paru dans la collection « La Pléiade » (1967) devint un de mes ouvrages de référence. Claude Lévi-Strauss, dont Luc de Heusch nous avait exposé les idées, me captivait; je prenais résolument son parti dans sa querelle avec Gurvitch. Raymond Aron m'impressionnait par sa clarté d'exposition et sa lucidité, même quand celle-ci m'exaspérait comme ce fut le cas à la lecture de *L'opium des intellectuels* (1955). Ce que j'avais hérité de formalisme allemand me préparait à bien recevoir sa théorie de la société industrielle (1962) et sa vision machiavélienne de l'histoire (1966). Quant à sa défense du pluralisme politique et des fondements de l'Etat de droit (1966), elle acheva de me prémunir contre la tentation totalitaire; à cet égard, je fus particulièrement attiré par son *Essai sur les libertés* (1965). De Max Weber dont on m'a relativement peu parlé à Bruxelles et que j'avais abordé par les deux conférences de 1919, parues sous le titre *Le savant et le politique* (1959), je retins l'idée de l'incommensurabilité des valeurs à laquelle m'avait préparé la réflexion sur les *Essais pluralistes* de Dupréel (1949). Ces influences se combinaient vaille que vaille avec un marxisme superficiel, tel qu'il peut résulter d'une lecture hâtive des ouvrages les plus accessibles de Marx et Engels.

Mais entre-temps, la direction de l'Institut de Sociologie avait été reprise par Arthur Doucy, professeur d'économie sociale, que son tempérament portait à une politique d'expansion rapide, fût-ce au prix de la qualité des travaux et des impératifs de la déontologie. La course aux contrats et aux mandats n'était favorable ni aux approfondissements théoriques ni à l'éthique de la recherche scientifique. Les sondages d'opinion et les études de marché tendaient à se substituer aux programmes authentiquement sociologiques. Vint mai 1968, avec ses interrogations, ses doutes, ses remises en question. Mes propres doutes portaient sur cette logique de croissance institutionnelle qui me paraissait entraîner une conception fautive de la recherche appliquée, favorisant l'instrumentalisation facile au détriment des modes de conceptualisation propres à la sociologie et faisant bon marché des exigences de rigueur qu'on pouvait attendre de nous. Dans le climat de fronde du moment, j'adoptai une attitude ouvertement hostile à la direction. Je ne fus pas suivi. Le climat devint lourd; il valait mieux que je parte: ce que je fis. Je laissai derrière moi un compte rendu, truffé d'allusions transparentes, de l'ouvrage de C. Wright Mills, *L'imagination sociologique*, qui venait de paraître en traduction chez Maspero (1967). Ce compte rendu paru dans le cahier 1968/2 de la *Revue de l'Institut de Sociologie* alors que j'avais déjà pris le chemin de l'exil.

LA SOCIOLOGIE AUX PAYS-BAS

En 1965, j'avais eu la possibilité de faire un stage de quelques semaines aux Pays-Bas. La langue n'était pas un obstacle: le néerlandais est la langue de culture des Flamands tout comme l'allemand est la langue de culture des Suisses allemands. A cette époque, la sociologie néerlandaise connaissait un développement considérable. Elle avait suscité la création de départements dans toutes les univer-

sités du pays. Plus d'un millier de sociologues étaient professionnellement actifs en tant que sociologues, non seulement dans les instituts universitaires et para-universitaires, mais également dans le secteur public et privé. Il n'était pas d'administration, nationale, régionale ou municipale qui n'eut son bureau d'études, occupant un ou plusieurs sociologues. Plusieurs revues accueillant des articles de sociologie étaient florissantes: *Mens en Maatschappij* [L'homme et la société], *Sociologische Gids* [Le guide sociologique], *Sociale Wetenschappen* [Sciences sociales]. Les livres de sociologie avaient un grand succès. De nombreux ouvrages publiés en anglais, en allemand ou en français étaient traduits en néerlandais dans des délais assez brefs. Le livre de Van Doorn et Lammers, *Moderne sociologie. Systematiek en analyse* (1959), publié dans une collection de poche, servait de manuel à toute une génération de jeunes chercheurs et d'étudiants en sociologie. J'appris à connaître et à apprécier les travaux de chefs de file de l'École d'Amsterdam comme Hofstra ou Den Hollander, élèves de Steinmetz et de Bonger, mais aussi ceux des plus jeunes – ceux qui s'appelaient eux-mêmes *de tweede generatie* (la deuxième génération) – Berting, Van Doorn, Ellemers, Goddijn, Goudsblom et d'autres. Je fus également mis en contact par l'intermédiaire de mes amis hollandais avec des auteurs d'origines diverses dont personne ne m'avait parlé auparavant: Peter Berger qui venait de publier sa remarquable *Invitation to Sociology* (1963), Elizabeth Bott dont l'ouvrage *Family and Social Network* (1957) faisait déjà figure de classique, Ralf Dahrendorf dont les beaux articles sur l'*Homo sociologicus*, dans la *Kölner Zeitschrift...*, en étaient à leur cinquième édition sous forme de livre (1965), William Foote Whyte dont l'extraordinaire *Street Corner Society* (1943) restait largement ignoré dans les milieux de langue française. J'étais véritablement ébloui! Pendant mes dernières années à Bruxelles, je fus souvent irrité par l'indifférence ou le scepticisme de mes collègues francophones pour ce qui se passait dans le pays voisin.

Après les journées tumultueuses de mai 1968, au lieu de me rendre en Afrique du Nord pour y organiser des enquêtes sur le contrôle des naissances, comme l'aurait souhaité Jean Morsa, ou de collaborer à la page belge du journal *Le Monde*, comme m'y invitait Guy Spitaels¹⁴, je décidai de repartir pour les Pays-Bas. Je le fis, avec le sentiment vague de gagner les régions autrefois soustraites à la Contre-Réforme par Guillaume le Taciturne. Une joyeuse turbulence s'était en effet emparée des villes de Hollande pendant les années soixante et créait une impression de liberté, de dynamisme, d'ouverture au monde qui invitait aux réminiscences historiques. Un poste de sociologue m'attendait à la division « recherche et planification » du ministère des affaires culturelles, des loisirs et de l'action sociale, ou CRM selon les initiales néerlandaises (*Cultuur, Recreatie en Maatschappelijk Werk*), établi à Rijswijk, un faubourg de La Haye bien connu des sociologues néerlandophones, flamands ou néerlandais. Cette division, attachée en tant qu'organisme de conseil à une direction générale, groupait une trentaine de personnes, sociologues en majorité. Nos activités étaient variées: préparation de projets de recherche, supervision d'études en cours, analyses secondaires de don-

¹⁴ Qui était à l'époque chargé de recherches à l'Institut de Sociologie de Bruxelles et n'avait pas encore amorcé la carrière politique qui devait le mener à des postes ministériels ainsi qu'à la présidence du Parti Socialiste, pour se terminer dans l'ignominie d'un procès pour malversations.

nées déjà disponibles, contacts avec les chercheurs et les instituts de recherche étudiant des problèmes relevant de la compétence de notre ministère. Il s'agissait en fait d'une tâche double : traduction des problèmes politiques en programmes de recherche, traduction des résultats de recherche en recommandations pour l'action. Un de nos ouvrages de référence était à cet égard le livre collectif édité sous la direction de Lazarsfeld, Sewell et Wilenski, *The Uses of Sociology* (1967) et notre mot d'ordre était «*beleidsrelevantie*», ce qui ne se traduit que malaisément en français par « pertinence pour l'élaboration des politiques ». Dans une administration très peu politisée, ne connaissant pas l'institution du cabinet ministériel sur le modèle français, il ne nous paraissait pas douteux qu'il fût possible de s'en tenir aux normes de l'activité scientifique tout en se plaçant délibérément au service de la prise de décision. Mais la construction d'objet autour de variables « pertinentes » – c'est-à-dire de variables sur lesquelles le politique pouvait exercer une influence – ne devait-elle pas introduire un biais systématique dans nos analyses ? C'est une question dont nous ne cessions pas de débattre. J'en ai longuement discuté avec mes collègues et amis Adriaan Van der Staay¹⁵ et Aat Nauta¹⁶, sans que nous atteignîmes de consensus sur ce point. En revanche, nous arrivâmes assez rapidement à la conclusion que des relations fructueuses entre les responsables politiques ou administratifs et leurs conseillers scientifiques passaient nécessairement par la mise au point de nouveaux modèles d'élaboration des politiques. Il nous apparaissait en effet de plus en plus clairement que la distinction classique entre moyens et fins d'une politique était beaucoup moins tranchée que ce qu'une vision normative de l'aide à la prise de décision pouvait suggérer. A la demande de Léo Moulin, à l'époque directeur de la revue *Res Publica* à Bruxelles, j'écrivis à ce sujet un article qui résumait l'état de mes réflexions du moment (1969, pp. 309-326). Il me semblait aller de soi que la collaboration du sociologue et du décideur ne pouvait être qu'une collaboration potentiellement conflictuelle (*Ibid.*, pp. 323-324). Il me paraissait néanmoins possible de faire reconnaître la légitimité de ce conflit latent, comme certains de nos auteurs de référence nous y incitaient (Riley Jr, 1967, p. 792). Après quelques années, force me fut bien d'admettre le manque de réalisme d'un tel dessein. Dans le long terme, l'insertion institutionnelle dans un ensemble administratif gouvernemental crée peu à peu les conditions d'une identification au point de vue de l'administration. On en vient à fournir sur demande des « données » plutôt qu'un savoir indépendant¹⁷, tout en cherchant à se convaincre qu'on joue un rôle autonome dans les processus de prise de décision. Tant qu'il y a convergence entre les cadres de pensée offerts par la sociologie et l'orientation du programme gouvernemental, l'illusion peut être entretenue. Ce fut le cas jusqu'à la fin des «*golden sixties*». Au début de la décennie suivante, il n'était guère possible de se leurrer plus longtemps : ce n'est pas nous qui fournissions un cadre de référence conceptuel à l'administration ; c'est

¹⁵ qui allait devenir plus tard le directeur du Bureau de planification sociale et culturelle des Pays-Bas (*Sociaal en Cultureel Planbureau*).

¹⁶ qui préparait alors pendant ses loisirs une thèse de doctorat sur les relations de voisinage à Amsterdam et qui allait terminer sa carrière comme Secrétaire Général du Conseil scientifique pour la politique gouvernementale (*Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid* ou WRR) à La Haye.

¹⁷ C'est ce que Raymond Boudon, à la suite de Schumpeter, qualifiera de science caméraliste.

l'appareil administratif qui pesait de tout son poids sur notre propre définition de la situation. Mes collègues néerlandais me paraissaient manquer singulièrement de lucidité à cet égard. Le moment était venu de prendre du champ.

MON KIBBOUTZ EN GALILÉE

J'avais lu tout ce qu'on pouvait lire sur Israël et sur les kibboutzim mais, paradoxalement, c'est peut-être une lecture de mon adolescence – *La tour d'Ezra* d'Arthur Koestler (1947) – qui m'avait laissé l'impression la plus durable. J'étais partagé entre une sympathie irraisonnée pour le projet sioniste et le sentiment – moins net qu'aujourd'hui, il est vrai – de l'injustice faite au peuple palestinien. En fin de compte, mes contacts dans la communauté juive d'Amsterdam et mon intérêt pour le kibboutz comme système social l'emportèrent. Comme l'écrivait la sociologue israélienne Yonina Talmon, « kibbutzim are small-scale and cohesive communities that can be grasped in their totality as coherent social systems » (1972, p. 1). Je décidai de tenter l'aventure. Mes biens terrestres tenaient à l'époque dans quelques valises ; je les laissai en dépôt chez des amis hollandais et partis pour Israël. Entre-temps, j'avais mûri l'idée de la sociologie comme regard spécifique sur la réalité qui nous entoure. En d'autres termes, j'étais de plus en plus convaincu que c'est le recours à certaines catégories conceptuelles davantage que l'utilisation de telle ou telle technique de recherche qui fait l'originalité de la perspective sociologique. C'était en fait un retour à la notion d'« esprit sociologique », telle que la concevait Dupréel (1948, pp. 380-381). Mes expériences dans l'administration des Pays-Bas m'avaient cependant ébranlé dans la conviction qu'une formation de sociologue offre un avantage quelconque lorsqu'on se trouve dans un milieu social dont la pensée sociologique est absente. Dès lors, la question qui se posait à moi – et que je souhaitais mettre à l'épreuve du terrain – était celle de la portée de la connaissance sociologique. Mon kibboutz se trouvait en Galilée occidentale, non loin de la frontière libanaise. J'y ai mené pendant un an l'existence d'un ouvrier agricole, la plupart du temps dans une bananeraie, mais aussi dans une plantation de coton et, occasionnellement, dans d'autres branches d'activité. Ce retour au terrain m'a rassuré quant à la question qui faisait l'objet de mes préoccupations. J'ai indiqué dans plusieurs publications ce que mon bagage théorique préalable – et notamment l'appareil conceptuel du structuro-fonctionnalisme parsonien – m'avait apporté pour la compréhension du milieu nouveau dans lequel je m'étais immergé. Pour faire bref, dans une collectivité ayant toutes les caractéristiques d'une « institution totale » au sens de Goffman, l'interférence de systèmes de rôles aux exigences contradictoires, analysées grâce aux *pattern-variables* de Talcott Parsons, créait une source de tensions déjà contenues dans le projet socio-politique initial mais qui ne devenaient manifestes qu'à l'arrivée à l'âge adulte de la deuxième génération : les enfants du kibboutz (1980, 1984b, 1995). Mais j'ai également tiré de cette observation participante de longue durée une leçon de méthode que je me suis efforcé par la suite de transmettre à mes étudiants. L'attitude que les auteurs anglo-saxons évoquent par l'expression *going native*, consistant à reprendre purement et simplement à son compte la définition de la situation des acteurs peut certes être une menace pour la sociologie institutionnalisée dans la mesure où, comme le note Peter Berger, cela revient à sortir de

« l'univers du discours » dans lequel l'observation a un sens en tant qu'instrument de recherche (1971, p. 21). Néanmoins, cette attitude d'identification plus ou moins longue aux acteurs, à leurs préoccupations, à leur hiérarchie d'intérêts, n'est pas – ou pas nécessairement – un obstacle à l'opération de compréhension au sens du *Verstehen* sociologique, bien au contraire. Dans mon kibboutz, je ne fus nullement un participant effacé, comme on m'avait autrefois conseillé de l'être en usine. Au bout de quelques mois, j'étais devenu l'adjoint du *Sadran Avodah*, l'organisateur du travail. Sur le mode de la plaisanterie, mes camarades me présentaient comme le candidat à un prix de productivité – inexistant – de la *Histadrout*¹⁸ et supputaient ce que serait la vie au kibboutz quand j'en serais le secrétaire. Quand des experts en agriculture venus de l'extérieur se mirent en devoir de réorganiser la cueillette des régimes de bananes, je fus de ceux qui résistèrent aux changements proposés. Le travail de chargement des *hagalot* – les remorques tirées par des tracteurs agricoles – était voué à disparaître avec la réforme. C'était une activité physiquement pénible mais elle exigeait dextérité et promptitude; j'en avais acquis la maîtrise et j'en tirais une certaine fierté: je ne tenais nullement à ce qu'on la supprime. Tout ceci ne m'empêcha nullement après coup de jeter un regard sociologiquement lucide sur les situations dans lesquelles j'avais été impliqué. Et pour ce qui est des phénomènes de résistance au changement dans l'organisation du travail, ma propre expérience de réfractaire à l'introduction de mesures incontestablement bénéfiques me permit ultérieurement d'en mieux comprendre le sens dans d'autres contextes et d'apprécier à leur juste valeur certaines analyses de Michel Crozier et d'Erhard Friedberg.

Au printemps 1973, un an après mon arrivée en Israël, j'avais acquis une série de compétences techniques qui faisaient de moi un travailleur apprécié. Les kibboutzniks les plus âgés – les fondateurs venus d'Europe centrale – me considéraient comme un *bakhour tov* – un garçon bien. Mon attirance pour les idées politiques d'Uri Avneri¹⁹ leur paraissait difficilement compréhensible mais ils se faisaient fort de me ramener à des conceptions plus raisonnables. Ils auraient souhaité malgré tout me voir rester parmi eux et envisageaient mon départ avec regret. Il me parut néanmoins temps de mettre fin à l'expérience. Je repris le chemin de l'Europe.

L'INTERLUDE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Rien ne m'attirait à l'époque en Belgique. C'est Amsterdam qui était devenu mon port d'attache et c'est de là que j'entrepris de réorganiser mes activités. Un tournant s'amorçait dans l'histoire de la sociologie néerlandaise. A la phase triomphaliste avait fait place celle de l'examen de conscience. Les attentes à l'égard de la sociologie s'étaient modifiées. Un scepticisme railleur s'était substitué à l'enthousiasme un peu naïf des années cinquante et du début des années soixante. Des influences nouvelles se manifestaient. Derek Philips et Alvin Gouldner, tous deux

¹⁸ Fédération Générale du Travail: la plus importante organisation syndicale du pays.

¹⁹ dont je venais de lire *Israel without Zionism* (1968), trouvé chez un bouquiniste de Naharya.

professeurs à l'Université d'Amsterdam, étaient au centre de vives controverses. Le premier, invité pour donner un enseignement de méthodologie, venait de publier *Abandoning Method* (1973) qui présentait comme « a fitting epitaph to the eventual death of sociological method », une phrase empruntée à George Orwell : « it gave an appearance of solidity to pure wind » (*Ibid.*, p. 179). Quant à Gouldner, il s'était distingué par un ouvrage non moins iconoclaste, renouant avec la posture critique de C. Wright Mills, *The Coming Crisis of Western Sociology* (1972). A Amsterdam également se constituait autour de Norbert Elias une communauté scientifique intellectuellement très active. En 1974, paraissait à Utrecht une traduction néerlandaise de *The Social Construction of Reality* de Berger et Luckmann (1966), suscitant un regain d'intérêt pour cet important ouvrage. A la même époque, Anton Zijderveld, disciple de Peter Berger à Tilburg²⁰, publiait successivement *De theorie van het symbolisch interactionisme* (1973) et *The Abstract Society* (1974), remettant sérieusement en question l'orientation structuro-fonctionnaliste qui avait dominé la sociologie néerlandaise au temps de la primauté du *beleidsrelevant onderzoek* : la recherche au service de l'élaboration des politiques.

Il me fallait une nouvelle base économique ; elle me fut assurée par un poste de sociologue attaché à la *Rotterdamse Kunststichting*, la fondation pour la culture de la ville de Rotterdam. Mais j'étais attiré par les organisations internationales. Je réactivai des relations nouées précédemment et me retrouvai expert consultant auprès de la division des affaires culturelles du Conseil de l'Europe à Strasbourg. On me confia rapidement la coordination d'un ambitieux programme de recherches, dit « projet des quatorze villes ». Il s'agissait d'organiser des recherches sur la vie culturelle et des analyses de la politique culturelle dans quatorze villes réparties un peu partout en Europe occidentale. Ce fut l'occasion de nombreux voyages et de nombreux contacts scientifiques. Dans plusieurs pays, le programme de recherches patronné par le Conseil de l'Europe eut de toute évidence des retombées fructueuses sur le plan local. L'ensemble n'acquies cependant jamais la cohérence dont ses promoteurs avaient rêvé au départ. De telles entreprises restent étroitement dépendantes d'instances de financement nationales, régionales et locales. Celles-ci, on le comprendra aisément, sont plus sensibles aux priorités locales qu'à la nécessité d'harmoniser des procédures de recherche sur le plan international. Mais ce qui doit être noté, au niveau international plus encore qu'au niveau national, c'est la tendance à fuir en avant dans la recherche empirique sans prendre en compte les acquis théoriques déjà disponibles de la sociologie. De nombreux décideurs politiques ou administratifs – encouragés en cela par des chercheurs avides de crédits – ont tendance à exiger sans cesse de nouvelles recherches empiriques sur des thèmes déjà abondamment explorés au lieu de réclamer des notes de synthèse. J'ai fait allusion à ce sujet à la fonction magique de la recherche : ce qui paraît jaillir directement des faits a davantage de force de persuasion (1979, p. 25). Mais le risque est grand de se voir ainsi imposer la structuration de la réalité et la vision des problèmes du commanditaire. Le danger existe également d'être confronté à des « missions impossibles » parce que l'objet de recherche suggéré est sociologiquement absurde. C'est ce que firent

²⁰ qui allait être nommé quelques années plus tard à l'*Erasmus Universiteit Rotterdam*.

clairement apparaître les nombreuses recherches sur la politique culturelle en milieu urbain auxquelles je fus alors associé (*ibid.*, p. 31).

A l'occasion de ma collaboration avec le Conseil de l'Europe, je fis notamment la connaissance de Michel Bassand, de Stephen Mennell, d'Harald Swedner et de Jiri Zuzanek. Bassand allait devenir professeur à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne ; nos routes n'ont plus cessé de se croiser. Swedner était professeur à l'Université de Lund et m'invita à deux reprises dans son département. Il était très orienté vers la recherche-action (*action research*) qu'il pratiquait en Suède, mais il ne réussit jamais à me faire partager son engouement pour cette forme hybride de travail de terrain. Mennell était alors *lecturer* à l'Université d'Exeter. Il est à présent directeur du département de sociologie de l'Université de Dublin ; nous sommes unis par un même intérêt pour Tocqueville, nous divergeons quant à l'importance à accorder à l'œuvre de Norbert Elias. Celle-ci me paraît pleine d'intérêt, mais j'ai peine à y trouver l'originalité que lui attribuent ses disciples. Stephen Mennell me présenta à Elias avec qui je pus m'entretenir à loisir. J'émis l'idée que ses *Figurationen* n'étaient somme toute que des systèmes en mouvement ; cette opinion, faut-il le dire, ne fut pas accueillie avec beaucoup de considération. Jiri Zuzanek, le rescapé du « printemps de Prague », partageait l'intérêt que Mennell et moi-même portions à Tocqueville, mais sans se laisser décourager par l'effet de nivellement culturel qu'on pouvait attendre de la tendance à l'égalisation des conditions. Dans l'esprit de Zuzanek, l'essai de Karl Mannheim *Demokratisierung des Geistes* (1933)²¹ offrait en quelque sorte l'antidote à l'aspect pessimiste de la vision tocquevillienne. Il suggérait comment l'idéal de démocratisation de la culture propagé par le Conseil de l'Europe et l'Unesco pouvait être réconcilié avec l'idée d'excellence à partir de la notion d'« élites démocratiques ». Ultérieurement, il publia ses vues dans un volume édité par ses soins à la suite d'un colloque qui nous réunit une dernière fois à l'Université de Waterloo, Ontario, où il était devenu professeur (1979, pp. 53-63).

C'est également au cours de mes pérégrinations au service du Conseil de l'Europe que je fis la connaissance d'une sociologue suisse qui allait devenir mon épouse, Josette Coenen-Huther. Notre mariage nous confronta au problème qui allait devenir celui de couples d'universitaires toujours plus nombreux pendant le quart de siècle qui suivit : trouver le lieu d'où l'un et l'autre pourraient exercer leurs activités. Après quelques hésitations, nous optâmes tout d'abord pour Vienne où venait de se créer le *European Centre for Social Welfare Training and Research*, sous le patronage des Nations Unies. Grâce à mes appuis hollandais, j'y fus nommé *Coordinator of Studies*, un poste financé par le gouvernement des Pays-Bas. Il s'agissait, dans le cadre d'un programme défini en accord avec la Division des Affaires Sociales des Nations Unies, de préparer et de coordonner des activités de formation, d'étude et de réflexion, sous forme de séminaires internationaux, d'ateliers et de réunions d'experts. J'eus ainsi l'occasion de m'intéresser à différents problèmes de politique sociale, tels qu'ils étaient perçus à l'échelle internationale. Grâce au culte du souvenir si caractéristique de l'ambiance vien-

²¹ Un des derniers textes écrits par Mannheim avant que l'avènement du nazisme ne le chasse d'Allemagne. Il fut repris sous le titre *The Democratization of Culture* dans le recueil *Essays on the Sociology of Culture* (1956).

noise, ce séjour à Vienne – *Wien, Hauptstadt der Nostalgie*²² – fut une expérience irremplaçable pour ce qui est de la familiarisation avec cette culture de la *Mitteleuropa* d'où se sont propagées tant d'impulsions culturelles et intellectuelles qui n'ont pas cessé de produire leurs effets. D'un point de vue plus strictement professionnel en revanche, cette période fut chargée de frustrations. La combinaison de l'extrême prudence onusienne et de la rouerie viennoise créait une atmosphère de travail à laquelle mes activités précédentes ne m'avaient guère préparé. Dans les années trente déjà, alors que Vienne était au bord de la guerre civile, un témoin décrivait ainsi ce qu'exigeait l'adaptation au climat social viennois: «eine besondere Verhandlungstechnik» consistant en «eine im freien Raum schwebende Absprache, bei der Nein nicht unbedingt Nein bedeuten mußte und Ja nicht unbedingt Ja»²³. La direction du *European Centre* était assurée par Helga Nowotny, une des plus brillantes sociologues autrichiennes de sa génération, orientée vers la sociologie de la science et des techniques bien davantage que vers l'action sociale. L'organisme qu'elle dirigeait n'était à ses yeux qu'un tremplin vers des postes plus en rapport avec ses intérêts scientifiques, d'abord à l'Université de Vienne, ensuite à l'ETHZ, l'Ecole Polytechnique Fédérale de Zürich, où elle dirige à présent le *Collegium Helveticum*. J'avais de l'admiration pour l'intelligence et l'esprit de décision d'Helga Nowotny; j'en avais moins pour son style de direction. A l'époque, nous n'étions de toute évidence pas faits pour collaborer. Comme, par ailleurs, les perspectives d'insertion professionnelle qu'on avait laissé entrevoir à mon épouse s'avéraient illusoire, je mis prématurément fin à mon contrat.

L'EXAMEN CRITIQUE DU FONCTIONNALISME SOCIOLOGIQUE

Les frustrations de ma vie de fonctionnaire international me poussaient à réintégrer à terme la vie universitaire. Ainsi, c'est à Vienne, dans la salle de lecture de l'*Institut für Höhere Studien*, que naquit le projet d'une thèse de doctorat dont la période d'incubation, il est vrai, remontait aux controverses dont j'avais pris conscience à Amsterdam en 1973-74. Si je devais indiquer la lecture qui a réellement donné le coup d'envoi à mes réflexions, je nommerais sans doute *The Social Construction of Reality* de Berger et Luckmann (1966), et plus particulièrement la note 52 de la deuxième partie. Mais après Vienne, il fallait trouver un point de chute. Une réinsertion aux Pays-Bas n'était pas à exclure: le *Sociaal en Cultureel Planbureau* offrait un refuge. Stephen Mennell m'assurait qu'un poste de *lecturer* en Grande-Bretagne était de l'ordre du possible. Jiri Zuzanek m'aurait volontiers attiré au Canada. Nicole Delruelle, mon ancienne collègue bruxelloise, souhaitait s'assurer ma collaboration à l'Institut Universitaire de Sondage de l'Opinion

²² pour reprendre le slogan publicitaire si révélateur des *Austrian Airlines*.

²³ Il s'agit d'une citation extraite de *Der Fragebogen* de Ernst von Salomon (1951, 1974, p. 169). On peut certes y voir, comme le suggère ironiquement l'auteur, «eine hohe diplomatische Kunst des Miteinander-Umgehens» (*ibid.*) mais l'avantage est tout entier à ceux qui le maîtrisent de longue date.

Publique (INUSOP)²⁴, Philippe Moureaux, alors directeur de l'Institut Emile Vandervelde, m'offrait un poste de chargé d'études. Aucune de ces éventualités ne garantissait la réalisation de la thèse, aucune non plus ne résolvait le problème de l'égalité des perspectives au sein du couple. Après diverses allées et venues, nous choisîmes de nous fixer à Genève qui allait être le lieu d'où mon projet de doctorat prendrait forme.

La décision téméraire de consacrer cette thèse à un examen critique de l'approche fonctionnaliste en sociologie, précisément sous la direction d'Henri Janne qui avait introduit le fonctionnalisme à l'Université Libre de Bruxelles, correspondait au désir de « sortir du labyrinthe », d'introduire un certain ordre dans les connaissances disjointes accumulées dans les premières années de ma carrière de sociologue. Aussi bien, le livre qui en est résulté constitue, pour le meilleur et pour le pire, autre chose qu'un ouvrage exclusivement consacré au fonctionnalisme. C'est aussi, avec les faiblesses du genre, une tentative de situer les grands courants sociologiques les uns par rapport aux autres, ce qui ne semble généralement pas avoir été bien compris à Genève au moment de la parution du livre (1984a) mais fut reconnu par divers commentateurs²⁵. Le choix du thème-pivot se justifiait par la compétition paradigmatique des années soixante-dix, mais il s'expliquait aussi par mon propre itinéraire. Sous l'influence d'Henri Janne, l'approche fonctionnaliste des faits sociaux était apparue à un certain nombre d'entre nous à Bruxelles comme l'effort le plus systématique en vue d'élaborer un cadre d'analyse dégageant la théorie générale des grands systèmes hérités du XIX^e siècle. Pour Gurvitch au contraire, ceux qui voyaient dans le fonctionnalisme la voie de la maturité pour la sociologie se trompaient lourdement. A ses yeux, le fonctionnalisme n'apportait rien de neuf; Parsons et Merton ne faisaient que répéter maladroitement Spencer. Nous pensions néanmoins trouver dans le fonctionnalisme mertonien la clé d'une dialectique féconde entre l'élaboration théorique et la recherche empirique. Le paradigme présenté par Merton devait permettre, nous semblait-il, de développer ces théories de portée moyenne (*middle-range theories*) qui nous étaient proposées comme objectif.

Dans le même temps, la sociologie néerlandaise était alors dominée par diverses formes de fonctionnalisme d'inspiration mertonienne ou parsonienne. Les modes de raisonnement inspirés du fonctionnalisme apparaissaient particulièrement appropriés aux études visant à éclairer la prise de décision. Ils semblaient offrir la possibilité d'analyses cohérentes, orientées vers les options des décideurs, soit pour les étayer soit pour en contester l'opportunité. C'est néanmoins aux prises avec les problèmes de la planification sociale et culturelle qu'on pouvait prendre conscience des risques et des limites d'une adhésion sans réserve au paradigme fonctionnaliste. Le problème social de la drogue fut l'occasion d'une première remise en question. Comme je l'ai indiqué précédemment (1987), le dia-

²⁴ Ultérieurement, assurant simultanément la direction de l'INUSOP et celle de l'Institut de Sociologie de l'ULB, elle eut des ennuis avec la justice belge. Je n'ai jamais douté de son honnêteté personnelle et je l'ai toujours considérée comme une victime plutôt que comme une coupable.

²⁵ En particulier – outre André Ducret dans la *Revue suisse de sociologie* (1985) – Luis Enrique Alonso dans la *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* (Madrid, 1987), Jan Berting dans *Mens en Maatschappij* (Amsterdam, 1985), et Claude Javeau dans la *Revue de l'Institut de Sociologie* (Bruxelles, 1985).

gnostic sociologique qui prévalut à la fin des années soixante aux Pays-Bas – et qui influença l’attitude ultérieure des pouvoirs publics – fut un diagnostic d’inspiration fonctionnaliste, mettant en évidence les fonctions comparées de la consommation de drogues légales et illégales. A cette approche, on put néanmoins opposer une stratégie de recherche de type interactionniste, substituant à un modèle statique, un modèle séquentiel reconstituant la genèse de certaines conduites. C’était la perspective tracée par Howard Becker dans *Outsiders* (1963). Dès lors, seule la confrontation de paradigmes concurrents semblait assurer une politique équilibrée, évitant les effets pervers – bien réels en l’occurrence – de mesures par trop unilatérales. Ceci ne pouvait que conférer une certaine respectabilité à la contestation interactionniste et phénoménologique du fonctionnalisme classique. De façon plus générale toutefois, l’ambiguïté de la notion de fonction fut révélée par la fluidité de la notion de besoin. En matière culturelle comme en matière sociale, celle-ci a un caractère éminemment relatif. Il s’imposait de lutter contre la volonté naïve de fonder des programmes de création d’équipements sur les besoins et aspirations des populations concernées, considérés comme des données non problématiques à mettre en évidence par voie d’enquêtes: les fameuses «enquêtes de besoins». D’une part, les groupes-cibles potentiels ne connaissent généralement qu’une partie des possibilités qui s’offrent théoriquement à eux. On ne peut donc raisonnablement s’attendre à ce qu’ils expriment de manière dépourvue d’ambiguïté le besoin de services ou d’équipements dont l’existence ou l’éventualité sont en dehors de leur univers mental. D’autre part, l’offre d’un service ou d’un équipement n’est pas sans créer une demande additionnelle. Et ceci vaut également pour l’offre verbale que constitue, par exemple, un sondage d’opinion. Pour ce qui est de la prise de décision au niveau politique, le besoin à prendre en considération apparaît donc inévitablement comme la résultante d’une situation de fait, produit d’une création institutionnelle par incréments, et d’un point de vue normatif. Ceci ne pouvait qu’ébranler les fondements théoriques du fonctionnalisme.

L’objet de cette thèse de doctorat émergeait donc de deux ordres de préoccupations qu’il amalgamait: l’ambition de contribuer au renouvellement de la sociologie générale et le désir de dégager des leçons de mes expériences de recherche appliquée. Il ne s’agissait pas de faire œuvre d’historien; il s’agissait plutôt de fournir un apport à une sociologie de la sociologie, à la manière de Friedrichs²⁶ dans son passionnant ouvrage *A Sociology of Sociology* (1970) qui fut une de mes sources d’inspiration. Plus que d’autres thèses peut-être, le fruit de mes efforts – en raison de la nature même de l’entreprise – eut le caractère d’un compromis entre ce que le doctorant souhaitait exprimer et ce que son directeur de thèse était prêt à admettre. Je n’eus cependant qu’à me louer de l’esprit de tolérance d’Henri Janne, que je mettais une fois de plus à rude épreuve. La préface qu’il écrivit pour le livre issu de la thèse fut un beau témoignage de *fair-play* intellectuel.

²⁶ Qui obtint le *Sorokin Award* de l’*American Sociological Association* en 1971.

L'IMPLANTATION À GENÈVE

Arrivé à Genève à l'automne 1977, je repris contact avec Roger Girod, directeur du Département de Sociologie, que je connaissais de longue date. Il m'accueillit très cordialement et m'invita au séminaire postgrade dit « Sociologie IV » ou, plus familièrement, « Socio IV », qu'il animait environ tous les quinze jours. Ce fut mon premier point de contact avec le Département. La direction et l'animation de « Sociologie IV » furent rapidement transmises à Jean Kellerhals et Christian Lalive d'Épinay, mais le séminaire garda sa fonction de forum largement ouvert. On y rencontrait non seulement les membres du Département, mais aussi des sociologues actifs dans d'autres institutions genevoises. C'était le lieu où l'on pouvait apprendre à connaître le Tout-Genève des sciences sociales et s'en faire connaître. Les orateurs appelés à y présenter des communications venaient fréquemment d'autres villes suisses ou de l'étranger. Pendant une douzaine d'années – quand je n'étais pas moi-même en voyage –, je fus un participant fidèle de ces réunions bimensuelles. Elles se déroulaient dans une ambiance feutrée qui me déconcerta dans les premiers temps. En fait, les conférenciers étaient toujours les invités de l'un ou l'autre des organisateurs. Il était donc aussi malséant de porter la contradiction à un invité que de s'en prendre à un des organisateurs lui-même. Au début, je ne compris pas immédiatement qu'on se devait de n'engager la discussion qu'à fleurets mouchetés. Les réactions excessives que je suscitai involontairement m'engagèrent à plus de prudence. Je compris bien vite qu'il s'imposait d'argumenter de manière dissimulée, sur le mode de la question ingénue. Je devins de toute évidence de plus en plus *salonfähig* car on finit par considérer qu'il m'appartenait de poser la première question après chaque exposé quel qu'en pût être le thème, au point d'être étonné s'il m'arrivait d'enfreindre ce rituel bien établi. Mais le refus de poser la première question ou, pire, la prétendue impuissance à imaginer une question était l'unique forme de protestation possible : la conférence qu'on venait d'écouter ne méritait pas qu'on intervienne ! Le sens d'une telle attitude était bien compris des initiés, de sorte qu'il était parfois très difficile d'échapper au devoir moral d'amorcer le débat. Immédiatement après ma soutenance de thèse qui eut lieu à Bruxelles en 1981, je fus admis à bénéficier des subsides de recherche du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Dans le même temps, on me demanda à plusieurs reprises d'assurer des suppléances au Département de Sociologie. Au début des années quatre-vingt-dix, j'eus moi-même la charge de l'organisation du programme annuel du séminaire « Sociologie IV », en collaboration avec Jean Kellerhals. Je pus alors introduire mes propres invités, pour autant qu'ils ne fissent l'objet d'aucun veto de la part de mon coéquipier. Ultérieurement, on me confia d'autres responsabilités.

L'ENQUÊTE «ETUDIANTS 90»

C'est en 1986 – neuf ans après mon arrivée à Genève – que survint mon insertion formelle dans la communauté universitaire genevoise. Le Rectorat²⁷ souhai-

²⁷ C'est-à-dire la Présidence de l'Université.

tait organiser une grande enquête auprès de la population estudiantine des sept facultés qui constituent l'Université de Genève pour en obtenir des recommandations de politique universitaire. Je fus chargé de lancer l'opération. On décida de rassembler une petite équipe de recherche hors facultés, rattachée directement au Rectorat, dont je prendrais la direction. Ainsi, paradoxalement, je fus ramené, au sein même de l'université, aux préoccupations de recherche appliquée – *policy-oriented* – qui avaient été les miennes dans les années soixante mais dont j'avais cherché à m'écarter. Entre-temps, j'avais en effet pris plus nettement conscience des limites de la science « caméraliste » et je m'étais rallié au point de vue selon lequel la sociologie a pour tâche première de faire œuvre d'élucidation. De la sorte, elle peut évidemment fournir des résultats socialement ou politiquement pertinents, mais via un détour cognitif non directement prévisible. Pour qui avait comme moi l'expérience de la recherche au service de la prise de décision, la situation dans laquelle nous nous trouvions était tout à fait classique : l'instance commanditaire concevait l'enquête envisagée comme un outil de gestion mais n'avait pas d'idée claire de ce qu'elle pouvait attendre ni de ce qu'elle attendait. Peu d'années auparavant, la Société Suisse de Sociologie, dans un « Mémoire concernant la politique de la science et le développement de la sociologie en Suisse depuis 1970 », avait proposé une distinction entre projets de recherche auto-déterminés ou *selbstbestimmt* et projets hétéro-déterminés ou *fremdbestimmt* (1981). J'ai suggéré ailleurs que cette distinction n'a qu'un caractère très relatif (Coenen-Huther, 1994, pp. 215-216). A l'époque, elle était néanmoins très présente à l'esprit des chercheurs qui sollicitaient des crédits de recherche. Je voyais se dessiner autour de moi une tendance à ruser avec l'hétéro-détermination pour la transformer subrepticement en auto-détermination. En d'autres termes, on n'était guère avare de promesses qu'on ne se sentait pas vraiment tenu d'honorer. Dans le cas du projet « Etudiants 90 », une telle attitude aurait consisté à se situer dans le prolongement des travaux de sociologie de l'éducation de Boudon ou de Bourdieu tout en promettant « de l'utile ». Il en aurait résulté un rapport de recherche signalant une série de problèmes échappant totalement à la compétence gestionnaire du Rectorat. L'expérience aurait été gratifiante pour les chercheurs mais décevante pour les acteurs concernés. Je ne me sentis pas le droit moral d'adopter cette attitude d'indifférence aux vœux du commanditaire et je m'efforçai de jouer honnêtement le jeu de la comptabilité sociale. Il en est résulté une étude de cohorte au cours de laquelle plus de 800 étudiants et étudiantes furent interrogés à deux reprises : une première fois, après quelques mois passés à l'université ; une deuxième fois, en troisième année d'études. Le rapport final fut distribué dans les facultés, suscita un débat au sein de la communauté universitaire et se traduisit, comme je l'avais escompté, par un document d'une dizaine de pages, rédigé par un groupe de travail interfacultaire présidé par un professeur de la Faculté de Médecine, présentant une vingtaine de recommandations tout en indiquant avec précision leurs destinataires. Le Rectorat considéra la mission accomplie et me témoigna sa reconnaissance sous forme d'une lettre très élogieuse dans laquelle il était fait allusion à « l'œuvre de pionnier » que j'avais accomplie à l'Université de Genève. D'un point de vue personnel, je tirai de cette enquête deux articles. Le premier était fondé sur des entretiens exploratoires semi-directifs, réalisés en préalable à l'enquête proprement dite. Soumise à la revue *Social Science Information*, la version initiale suscita de la part de Jon Elster quelques remarques

tout à fait intéressantes qui contribuèrent à améliorer la publication et dont je lui suis resté reconnaissant (1989). Le deuxième s'inspirait d'un chapitre du rapport final, consacré aux «étudiantes comparées aux étudiants» et fut publié par la revue *Higher Education in Europe*, sous le patronage de l'Unesco (1991). Quant au rapport lui-même, je n'avais aucune objection à ce qu'il restât à l'état de «littérature grise». Il avait rempli son office. Il me paraissait temps de tourner la page.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE

Comme collaborateur d'Henri Janne et de Jean Morsa, j'avais été en relations régulières avec l' AISLF depuis mars 1960. A l'occasion de plusieurs de ses manifestations, je m'étais trouvé au contact, entre autres, de personnalités comme Roger Bastide, Jean Cazeneuve, Paul-Henry Chombart de Lauwe et Alfred Sauvy. Je devins membre de droit en 1966 grâce au parrainage d'Henri Janne. A l'époque, les associations scientifiques ne se livraient pas encore au recrutement massif et l'admission conservait un caractère honorifique. Entre le congrès de Neuchâtel, en 1968, et celui de Bruxelles, en 1985, je n'avais suivi les activités de l' AISLF que de très loin. Entre-temps, l'académie internationale du début des années soixante s'était transformée en une association de masse. Marcel Bolle de Bal avait accédé à la présidence en 1982 et Christian Lalive d'Epinay lui avait succédé en 1985. Le congrès suivant devait avoir lieu à Genève en 1988. Un comité d'organisation plus ou moins représentatif des différents secteurs de la sociologie genevoise fut constitué. On y trouvait André Ducret, Werner Fischer, Walo Hutmacher, Jean Kellerhals, Christian Lalive d'Epinay, Cléopâtre Montandon, Françoise Osiek, Charles Ricq et Uli Windisch. Il paraissait souhaitable que la présidence du comité d'organisation genevois ne soit pas assurée par le président en exercice de l' AISLF. En dépit de mon statut encore précaire – je ne disposais que d'un mandat à durée limitée – on me demanda d'assumer cette présidence. Et pour s'assurer de mon accord, on me fit des promesses. Ces promesses, soit dit en passant, ne furent pas tenues. Mais j'acceptai effectivement la présidence du comité en mai 1987 et dès ce moment, je consacrai une bonne part de mon énergie à la préparation du congrès. Pendant dix-huit mois, nous nous réunîmes environ une fois par mois. Entre-temps, le travail d'organisation au jour le jour s'effectuait sous ma supervision. La collaboration au sein du comité n'alla pas toujours sans heurt. Le Président de l' AISLF avait parfois tendance à oublier qu'il ne présidait pas le comité d'organisation et que lui-même l'avait voulu ainsi. Walo Hutmacher et Jean Kellerhals avaient contribué à obtenir les financements nécessaires et en tiraient un sentiment d'importance qui s'exprimait souvent par une affectation d'indiscipline un peu puérile. Uli Windisch entendait n'être pas en reste et leur faire comprendre qu'il fallait compter avec lui. Le Président du Comité d'Organisation, dans l'intérêt même de l'entreprise commune, se devait de rester sur son quant-à-soi, ce qui ne fut pas toujours compris comme cela aurait pu l'être.

Vint le congrès, en septembre 1988. Après un an et demi de tractations laborieuses et quelques semaines de préparation intensive, il me revenait de présider la

séance d'ouverture : *the finest hour*. Je prononçai une brève allocution de bienvenue avant d'introduire les autres orateurs. Ce fut une occasion unique de signaler les effets pervers de la massification des associations scientifiques et de suggérer que la domination sans partage de la langue française relevait d'un passé qui ne reviendrait plus. Ce fut l'occasion également – en présence de collègues polonais²⁸ plus nombreux qu'autrefois et en l'absence d'invités roumains, empêchés par leur gouvernement de se joindre à nous – d'évoquer « les premiers signes de désintégration de l'empire totalitaire de l'Est ». Ce ne fut pas du goût de certains collègues genevois qui n'y voyaient d'ailleurs qu'une forme de *wishful thinking*; un an plus tard, c'était la chute du mur de Berlin et plus personne ne trouvait incongru qu'on célébrât le déclin du dernier des totalitarismes ! Au cours des journées suivantes, j'acquis une visibilité que je n'avais pas revendiquée mais qui m'échut tout naturellement. Je présidai les séances plénières et j'eus ainsi le privilège d'introduire Georges Balandier, Martine Segalen ainsi que notre invité allemand, Burkart Lutz, ancien président de la *Deutsche Gesellschaft für Soziologie*. De l'avis général, le congrès fut un succès. Que ce fût également pour moi un triomphe personnel ne semblait pas niable et me fut confirmé de divers côtés. Mais certains triomphes sont plus dangereux que des échecs, surtout en milieu universitaire. Je ne suis pas sûr que le prestige que je me suis alors acquis au-delà des frontières ne m'ait pas porté tort sur le plan local dans les années qui suivirent.

AVANCÉES EN EUROPE DE L'EST

Huit jours après le congrès de l' AISLF, je me trouvais à Nadarzyn, près de Varsovie, pour participer à une réunion des comités directeurs de l'*International Sociological Association* (ISA) dont je faisais partie depuis plusieurs années au titre d'*Associate Editor* de la revue *International Sociology*, dirigée alors par mon ami Martin Albrow, professeur à l'Université de Cardiff.

La Pologne s'engageait avec précaution dans la voie des pourparlers dits « de la Table Ronde » avec les représentants de l'opposition. La question de la légalisation de *Solidarnosc* était à l'ordre du jour. Une journée de contact avec des représentants de la sociologie polonaise était prévue à notre programme et s'avéra extrêmement instructive. Je me souviens d'y avoir rencontré notamment Jan Jerschina qui allait fonder le *One Europe Research Group* à Cracovie, Witold Morawski, spécialiste de la sociologie du travail à l'Université de Varsovie, Stefan Nowak qui s'était acquis une large notoriété par son rapport sur l'état désastreux de la société polonaise au milieu des années 80²⁹, Andrzej Rychard qui collaborait avec Renaud Sainsaulieu, Antoni Sulek, futur Président de la Société Polonaise de Sociologie et Jerzy Wiatr, connu pour des études sur les forces armées. L'atmosphère était courtoise mais tendue. L'assistance était partagée

²⁸ dont le regretté Zygmunt Komorowski qui, sous l'occupation nazie, avait combattu dans les rangs de l'*Armia Krajowa*, l'Armée du Pays, fidèle au gouvernement polonais en exil à Londres, et qui l'avait payé par des années de persécution sous le régime communiste.

²⁹ rapport qui venait d'être publié en anglais par l'*International Research and Exchanges Board* (IREX) sous le titre *Polish Society in the Second Half of the 1980s* (Nowak, 1988).

entre partisans déclarés de *Solidarnosc*, qui s'étaient opposés à la loi martiale imposée par le Général Jaruzelski, et d'autres, plus ou moins proches du régime, qui en avaient admis la nécessité. La discussion sur l'état de la situation et les perspectives d'avenir fut animée. J'y pris une part active. Reprenant le diagnostic de l'écrivain polonais Kazimierz Brandys (1982, 1985), je définis les événements qui agitaient la Pologne comme « la plus longue des insurrections nationales » dont on pouvait attendre des transformations durables. Morawski déplora qu'on n'eût pas de cadre théorique général pour analyser le changement social en cours. Je lui fis observer qu'un tel cadre de référence existait : le marxisme, devenu inadéquat comme instrument d'analyse des sociétés occidentales avancées mais très actuel face aux contradictions des régimes imposés par l'Union Soviétique. Après la réunion, Brunon Synak, professeur de sociologie à l'Université de Gdansk et proche de Lech Walesa, me félicita pour ma contribution au débat et émit le vœu de pouvoir me recevoir chez lui. Deux jours plus tard, à la suite d'un extraordinaire périple de 350 km dans un taxi bringuebalant, j'arrivai à Gdansk en compagnie de Céline Saint-Pierre, de l'Université du Québec à Montréal, et d'Izabela Barlinska, la secrétaire exécutive polonaise de l'ISA. Un entretien fut discrètement aménagé avec Adam Kinaszewski, le porte-parole de Lech Walesa. Je l'interrogeai sur les objectifs immédiats de son mouvement. Il me répondit avec une tranquillité assurée qu'il s'agissait en premier lieu de briser le monopole du pouvoir du Parti Communiste. Ainsi la thèse de la « révolution autolimitée » semblait caduque. L'opposition anticommuniste reprenait à son compte la théorie léniniste de l'accès au pouvoir. Je manifestai un certain scepticisme. Les événements me donnèrent rapidement tort.

L'année suivante, je retournai à Gdansk, cette fois comme professeur invité au Département de Philosophie et de Sociologie de l'Université. J'eus la possibilité de prononcer une conférence sur le thème « *From Social Order to Social Contract* ». Après avoir présenté une analyse des fondements de la légitimité selon Max Weber, je suggérai qu'il ne restait plus qu'une seule façon de récupérer une certaine mesure de légitimité pour ceux qui avaient perdu toute crédibilité aux yeux de leur peuple, c'était la négociation. Le souci majeur de ceux qui m'écoutaient était l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse. Le « déplacement vers l'Ouest » du territoire polonais avait en effet été un piège stalinien qui ne cessait pas de brouiller le jeu politique. J'émis l'opinion qu'on pouvait désormais faire confiance à l'Allemagne pour ne plus remettre la frontière en question. L'affirmation n'était pas gratuite. C'était précisément à cette époque que la Comtesse Dönhoff³⁰, après avoir réaffirmé en termes émouvants son attachement aux « territoires perdus » de l'Est – sa véritable *Heimat* – déclarait que « *zu lieben ohne zu besitzen* » était en fait « *der höchste Grad der Liebe* » (1988, 1991, p. 221). On était alors en pleine période électorale en Pologne. Les uns et les autres se préparaient aux premières élections semi-libres de l'après-guerre. Fallait-il y participer ou s'abstenir ? Nombreux étaient les partisans de *Solidarnosc* qui craignaient une nouvelle tentative de récupération de l'opposition. On sollicita fréquemment mon avis. Je conseillai la participation. Cela non plus ne relevait pas de l'intuition pure.

³⁰ Editrice de l'influent hebdomadaire *Die Zeit*, originaire de Prusse Orientale, réfugiée en Allemagne Fédérale après la Deuxième Guerre mondiale.

Au comité de rédaction d'*International Sociology*, on était au courant des activités du « groupe de Novosibirsk » et de l'existence du rapport de Tatyana Zaslavskaya, aussi inquiétant pour le régime soviétique que le rapport Nowak pouvait l'être pour le gouvernement polonais.

Trois ans plus tard, avec un crédit du Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique, nous pûmes, Brunon Synak et moi, organiser à l'Université de Gdansk, un séminaire international sur le thème « *Post-totalitarian Transition: the Case of Poland* ». J'y présentai une communication fondée en partie sur la thèse de Troeltsch et Nisbet (1966, 1984) selon laquelle une situation de transition entre deux ordres sociaux peut créer les conditions d'un bouillonnement intellectuel. De façon quelque peu imprudente, j'en tirai des conclusions quant aux perspectives qui s'offraient à la sociologie en Europe centrale et orientale. Je le fis sur un ton peut-être un peu plus passionné que d'habitude. Antonina Kloskowska, la sympathique Présidente de la Société Polonaise de Sociologie, me prit en aparté et me dit: « That was not just a paper; what is behind? ». Je répondis: « my Russian mother, my Polish grandmother, my Ukrainian great-grandmother ».... Mais le séminaire fut aussi l'occasion de faire la connaissance de Piotr Sztompka, le biographe de Robert Merton et le collègue de Jeffrey Alexander, qui allait devenir Vice-Président de l'ISA. Je pus l'inviter à Genève, en collaboration avec Hanspeter Kriesi, de notre Département de Science Politique, mais cela ne suscita aucun intérêt réel du côté des sociologues. Les travaux des journées de Gdansk résultèrent en un volume publié l'année suivante aux Etats-Unis (Coenen-Huther et Synak, Eds, 1993).

Entre-temps, des contacts se nouaient en Bulgarie. Au printemps 1989, je fis là-bas un premier séjour sous l'égide de l'ISA, dans une atmosphère de conspiration et de fin de règne. Au cours d'une crise ethnique sans précédent, les autorités s'efforçaient de maintenir une façade de stabilité. La Société Bulgare de Sociologie était puissante mais complètement inféodée au régime. A la différence des sociologues polonais qui constituaient une intelligentsia critique, les sociologues bulgares se cantonnaient dans des activités domestiquées. Rares étaient ceux qui faisaient partie de cercles oppositionnels. Je rentrai à Genève, porteur d'un message *verbal* de l'un d'entre eux, avertissant un fonctionnaire des Nations Unies qu'il craignait d'être arrêté. En mars 1994, j'étais de retour à Sofia en qualité de membre du Bureau de l' AISLF. L'atmosphère avait changé mais elle restait malgré tout plus pesante qu'en Pologne. C'est alors que j'eus l'idée d'un livre qui rassemblerait des contributions de collègues bulgares de la jeune génération. L'entreprise fut ardue car les hiérarchies héritées de l'époque précédente faisaient encore obstacle aux projets novateurs. Après bien des tractations et quelques compromis avec la vieille garde, un volume collectif put finalement être publié à New York (Coenen-Huther, Ed., 1996). Il fut bien accueilli et bénéficia d'un compte rendu favorable dans *Contemporary Sociology*. Certaines contributions y abordaient en effet avec une franchise louable le problème de la reproduction des élites dans les sociétés post-communistes³¹.

³¹ Tout au long de l'entreprise, l'aide de Svetla Koleva, chargée de recherche à l'Institut de Sociologie de l'Académie Bulgare des Sciences me fut très précieuse. Je regrettais de ne pouvoir l'associer à la publication comme coéditrice; dans les conditions du moment, cela aurait pu porter préjudice à son avenir professionnel.

LA REVUE SUISSE DE SOCIOLOGIE

La *Revue suisse de sociologie* est la revue de la Société Suisse de Sociologie. Elle fut fondée en 1975 et gérée jusqu'en 1979 par Jean Kellerhals. Au début des années quatre-vingt-dix, elle avait été dirigée pendant douze ans par Werner Fischer³². Celui-ci souhaitait mettre un terme à ses fonctions et passer la main. Je fus pressenti par le Comité exécutif de la Société Suisse de Sociologie pour prendre sa succession. Un an auparavant, j'avais fait l'objet d'une démarche similaire de la part des instances dirigeantes de l'ISA, lorsqu'il s'était agi de remplacer Martin Albrow à la direction de la revue *International Sociology*. J'avais décliné cet honneur car les conditions d'une politique rédactionnelle indépendante ne me paraissaient plus garanties. C'est donc après m'être assuré que l'autonomie de la rédaction ne serait pas remise en cause que j'acceptai de succéder à Jean Kellerhals et à Werner Fischer comme directeur de la *Revue suisse de sociologie*. En 1990, la revue avait accumulé un retard de parution d'une année. Je tenais absolument à ce que ce retard soit comblé à bref délai. L'année 1991 était l'année de transition prévue. Pour pouvoir rétablir le calendrier normal de parution en 1992, il fallait publier cinq numéros au lieu de trois en 1991. Je harcelai les uns et les autres pendant toute l'année et le pari fut tenu. Dès 1992, les échéances initialement prévues (fin mars, fin juin, fin novembre) furent à nouveau scrupuleusement respectées. Je consacrai l'année 1991 à la réorganisation du dispositif rédactionnel. Traditionnellement, le Directeur s'entourait d'un Comité de Rédaction de trois membres. Je priai Robert Hettlage (Bâle et Regensburg) de rester en poste et je fis appel, pour remplir les postes à pourvoir, à Volker Bornschier (Zurich) ainsi qu'à Riccardo Lucchini (Fribourg). Leur orientation cosmopolite s'accordait bien avec la mienne. Je m'assurai en outre de l'appui de Martin Albrow (Roehampton Institute, Londres), François Chazel (Sorbonne, Paris) et Hans-Peter Müller (Humboldt Universität, Berlin) qui devinrent membres correspondants de la rédaction, ce dont je n'eus qu'à me louer, tout particulièrement en ce qui concerne François Chazel, toujours attentif et toujours de bon conseil. Je créai ensuite la fonction de *Book Review Editor* qui n'existait pas jusqu'alors. Cette fonction fut assurée par André Ducret (Genève) pour la Suisse romande et par Peter Gross (St. Gallen) pour la Suisse alémanique. Enfin, je créai un « Conseil International de Rédaction » d'une quinzaine de membres choisis dans les pays voisins ou dans des pays qui méritaient une attention particulière. Il ne s'agissait pas de décorer la couverture, comme cela a été suggéré malicieusement, encore que, bien entendu, la réputation de ces personnalités sur le plan international ne pouvait que contribuer au prestige de la revue. Mais tous les membres de ce conseil ont rendu des services, et c'est bien parce que j'en attendais une contribution réelle que je les avais sollicités personnellement.

En matière de politique rédactionnelle, mes conceptions différaient de celles de mes prédécesseurs. J'entendais donner un profil international à la revue. Dans un petit pays comme la Suisse, qui ne compte qu'un nombre relativement restreint de sociologues, c'est l'unique garantie de qualité dans le long terme. Mais cela

³² Directeur de l'Unité de recherche sociologique des Institutions Universitaires de Psychiatrie de Genève.

m'apparaissait également comme une condition de survie. Les subventions assurant l'équilibre financier de la publication ne pouvaient aller qu'en diminuant dans les années à venir. Il importait donc d'augmenter le nombre des abonnements. Le marché suisse étant saturé, il fallait se tourner vers l'étranger. La revue était bilingue allemand-français: l'Allemagne et la France s'imposaient donc comme les aires de rayonnement les plus évidentes. Mais toute l'Europe du Nord et le monde anglo-saxon pouvaient constituer un champ d'expansion significatif pour autant qu'on fasse une place suffisante à l'anglais. J'introduisis donc l'anglais – le latin du XX^e siècle – comme troisième langue de la revue et je veillai à un équilibre des trois langues – allemand, anglais, français – dans chaque numéro. Il était également nécessaire de rendre la revue attirante et accueillante à l'étranger. Deux nouvelles rubriques furent créées: «*World Sociology*» et «*Current Trends in French and German Sociology*». La première visait à offrir un lieu de débats pour des questions d'importance internationale. La seconde tendait à la création d'un espace scientifique européen en misant sur la fonction de pont culturel qu'on pouvait attendre d'une publication produite en Suisse. La rubrique «*World Sociology*» fut inaugurée par une contribution de Jeffrey Alexander consacrée à la théorie sociologique entre l'acteur et les structures. Elle suscita des répliques de Raymond Boudon, Helga Nowotny et Alain Touraine. Une autre discussion eut pour point de départ un essai provocant de Peter L. Berger, publié sous le titre «*Does Sociology still make sense?*». Y participèrent notamment Raymond Boudon, Irving Horowitz et Renate Mayntz. Ultérieurement, la rubrique se fit l'écho de la controverse entre Jeffrey Alexander et Richard Münch sur l'influence du cadre national sur le développement de la théorie sociologique. Dans la rubrique «*Current Trends...*», il s'agissait de présenter des contributions informant les uns et les autres sur les développements récents dans différents domaines de la sociologie en France et en Allemagne. On publia d'abord deux contributions à caractère général. La première par François Chazel, intitulée «*French Sociology at the beginning of the Nineties*». La seconde par Hans-Peter Müller, intitulée de façon tout à fait symétrique «*German Sociology at the Beginning of the Nineties*». Il fut plus difficile d'assurer la même régularité à cette seconde rubrique. On put toutefois y publier des communications de qualité sur des thèmes plus spécialisés, notamment par Stefan Hradil, M. Rainer Lepsius et Denis Segrestin. Pour ce qui est des recensions de livres, j'introduisis la pratique anglo-saxonne et germanique selon laquelle les recensions non sollicitées ne sont pas publiées. Il s'imposait d'en finir avec les comptes rendus de complaisance et les «renvois d'ascenseur» trop manifestes. Cette politique fut admise sans difficulté en Suisse alémanique car on y est mieux au fait des normes rédactionnelles allemandes et américaines; elle suscita un certain étonnement du côté francophone, et particulièrement en France. Avec l'aide de Martin Albrow, je m'efforçai aussi de publier des recensions en anglais pour attirer l'attention des maisons d'éditions britanniques et américaines. Nous pûmes nous assurer la collaboration de quelques *reviewers* de talent, notamment Kenneth Thompson, Sylvia Walby et Frank Webster. Malheureusement, le suivi administratif ne put être assuré de manière efficace et les livres en langue anglaise n'arrivèrent pas.

Dans le même temps, des articles de qualité, en allemand, en anglais et en français, commençaient à nous être envoyés des pays voisins. Une dynamique s'était en effet amorcée et la *Revue suisse de sociologie* avait acquis en peu de temps une

incontestable visibilité internationale. Il va de soi que ces diverses innovations avaient paradoxalement pour effet de *réduire* l'accès à la revue pour les auteurs suisses. Une sélection de plus en plus rigoureuse était effectuée. Des collègues qui s'étaient habitués à considérer comme allant de soi d'être publiés sans discussion dans *leur* revue – la revue de *leur* association – se voyaient refuser des articles. Cela provoqua de la grogne dans les premiers temps mais les Suisses sont gens placides et je ne reçus qu'une seule lettre injurieuse. En revanche, ceux dont les articles étaient acceptés bénéficiaient incontestablement du prestige accru de la revue. Celle-ci accueillit également plusieurs débats et même une polémique qui ne manqua pas de piquant. Cette conception nouvelle du rôle de la revue avait sa logique propre. Elle exigeait une politique éditoriale active. On ne pouvait plus se contenter d'accueillir les articles soumis par les auteurs; il fallait aussi inviter des contributions. Ceci impliquait que l'appel aux *referees* ne soit pas automatique mais discrétionnaire. Il fallait également que se modifie le processus de prise de décision. Une personne devait pouvoir trancher en dernière instance et parfois décider très rapidement. C'est ainsi que je concevais la fonction de directeur de la revue et c'est ainsi que je l'exerçai. Dans leur ensemble, les douze numéros publiés sous ma responsabilité témoignent, me semble-t-il, de l'avantage de cette formule. Les félicitations qui me furent prodiguées et l'hommage qui me fut rendu au moment où je mis fin à mon mandat me récompensèrent de mes efforts. Ceux-ci avaient été considérables dans la mesure où je ne bénéficiais que d'un appui institutionnel minimal, ne disposant pas même d'un secrétariat à temps partiel. Quand, après cinq ans, je transmis la direction à mon jeune collègue Olivier Tschannen, de l'Université de Neuchâtel, j'avais le sentiment d'un succès moins futile et moins éphémère que celui qui résulte de l'organisation d'un congrès.

L'HABILITATION À TOULOUSE

En 1991, au moment où je me préparais à reprendre en main la *Revue suisse de sociologie*, ma situation universitaire ne s'était guère stabilisée; j'avais le statut de chargé de cours, mais au titre de suppléant, c'est-à-dire engagé à l'année. Des collègues m'incitaient à tenter ma chance sur le marché universitaire français. Monique Hirschhorn, alors professeur à l'Université de Toulouse-Le Mirail, me suggéra de me présenter à l'habilitation dans sa faculté. L'UFR de sciences sociales du Mirail n'avait pas encore organisé de soutenance d'habilitation sous le nouveau règlement et ce devait être une « première », créant un précédent en matière de procédure et de niveau d'exigences. L'idée me tenta. Il devait s'agir d'une habilitation dite « sur travaux » où serait mis en jeu l'ensemble de mes publications ainsi qu'un rapport de synthèse d'une soixantaine de pages. J'organisi mon introduction sur le mode d'un détachement progressif des illusions du positivisme que je présentai comme « la maladie infantile » de la sociologie. Mon propre cheminement intellectuel m'avait en effet convaincu que le sociologue ne peut échapper à la circularité de la relation entre le sujet connaissant et l'objet de sa connaissance. Cette relation circulaire à laquelle Jean Piaget a attaché son nom (1967, p. 1173) ne peut que faire intervenir la succession des générations et les étapes du parcours de vie dans le mode de développement de la connaissance sociologique. En d'autres termes, il n'est pas indifférent que l'observateur de la

réalité sociale ait vingt-cinq ans ou qu'il en ait cinquante, qu'il n'ait derrière lui que les illusions de l'adolescence ou au contraire l'expérience accumulée de la personne d'âge mûr. Et il est probablement inévitable qu'à un rythme correspondant à la succession des générations (Piaget, 1965, p. 50), des illusions se répètent, des erreurs ressurgissent, des voies sans issue soient empruntées à nouveau. Certains acquis de la connaissance sociologique paraissent trop directement induire un scepticisme désabusé pour n'avoir pas régulièrement à céder devant les enthousiasmes volontaristes. D'autres s'opposent trop nettement au sentiment d'évidence du plus grand nombre pour pouvoir faire l'objet d'une transmission sans problèmes. Chaque génération doit non seulement démontrer mais aussi convaincre. Sur ce point, c'est l'enseignement de Chaïm Perelman qui continue à m'inspirer.

Mon jury d'habilitation comprenait Raymond Boudon, Jean-Michel Berthelot, Monique Hirschhorn, et puis aussi Pierre-Jean Simon et Alain Bourdin. La discussion fut très animée et cette joute intellectuelle me procura un plaisir que je n'avais plus éprouvé depuis longtemps. Ce sont les échanges de vues avec Raymond Boudon qui m'ont laissé le souvenir le plus vif. J'étais mentalement en dialogue avec lui depuis plusieurs décennies sans le connaître personnellement. Avec une très grande courtoisie et beaucoup de bienveillance, il voulut bien me dire d'entrée de jeu qu'il jugeait mon dossier « très séduisant ». Après m'avoir écouté avec attention, il plaïda vigoureusement pour l'épistémologie continuiste dont il s'est fait l'avocat. Sans aller jusqu'à défendre une conception dualiste de la connaissance – à laquelle je n'adhère pas –, je m'efforçai de nuancer ce point de vue et de mettre l'accent sur ce que la sociologie me paraît avoir de spécifique. Dans l'excitation du moment, je crois avoir abandonné l'attitude de respect et d'humilité qu'un jury est en droit d'attendre du candidat en de telles circonstances. On ne m'en fit cependant pas grief et tout se termina le mieux du monde, avec les félicitations d'usage. L'habilitation me permettait de solliciter la qualification aux fonctions de professeur des universités. Mon rapporteur scientifique auprès de la section compétente du Conseil National des Universités – le CNU – fut François de Singly, professeur à Paris V. Je fus reconnu « qualifié » par le Ministère français de l'Éducation Nationale et de la Culture en 1992. Armé de l'habilitation et de la qualification, je présentai ma candidature dans différentes universités française, mais sans succès. L'impression que j'ai conservée de ces démarches est que les candidats à la mutation – si nombreux dans le système centralisé français – ont un avantage décisif sur les candidats venant de l'étranger. Il m'a semblé aussi qu'on se présente en pure perte si on ne bénéficie pas de l'appui solide d'un membre extérieur influent de la commission dite « de spécialistes » appelée à examiner les dossiers. C'est à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg que j'estimais – à tort – avoir le plus de chances. C'est aussi en Alsace, terre d'entre-deux, que je souhaitais prendre pied. Dans un premier temps, ma candidature servit de toute évidence à éliminer une candidate d'origine locale qu'on souhaitait tenir à distance. Dans un deuxième temps, préférence fut accordée à un candidat qui disposait de sérieux appuis locaux. Je n'ai aucune raison de supposer que mon concurrent plus heureux ne soit pas à même de rendre les services qu'on attend de lui. Mais je ne peux m'empêcher de penser que l'ombre de Michel Maffesoli a plané sur toute la procédure.

LA RUSSIE, ENFIN!

En octobre 1990, Jan Jerschina, professeur à l'Université de Cracovie, organisait une conférence de son *One Europe Research Group* à Koninki, près de Cracovie. Il m'invita à y présenter une communication. C'est au cours de ce colloque international que je rencontrai pour la première fois, avec une certaine émotion, des Russes qui venaient « de là-bas », comme on dit dans les milieux de l'émigration. Le contact s'établit dans une ambiance cordiale et je sentis que le moment était venu de partir à la découverte de la Russie où je n'avais fait qu'un voyage rapide, vingt ans auparavant, sous l'étroite surveillance des « guides » de l'Intourist. Dans les années qui suivirent le colloque de Koninki, je fis plusieurs séjours en Russie, à Moscou d'abord, en Sibérie ensuite : quatre mois au total. A Moscou, en 1991, dans les mois qui précédèrent la tentative de putsch, je rencontrai notamment Olga Kryshstanovskaya, auteur d'une étude sur la profession d'ingénieur en Union Soviétique et qui allait rapidement se distinguer par des travaux sur les élites politiques russes³³. C'est cette année-là que je m'exerçai à la « dérive urbaine »³⁴ et réalisai mon étude à l'impromptu sur les files d'attentes en économie de type soviétique, publiée par la *Revue Française de Sociologie* (1992)³⁵. L'année suivante, on me présenta à Vladimir Yadov, directeur de l'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences. Celui-ci avait fait de gros efforts pour désenclaver la sociologie soviétique mais il restait prisonnier de conceptions étroitement positivistes qui rendaient toute collaboration difficile. Quand je le rencontrai, il venait de publier dans les *Izvestia* un article dans lequel, avec de bons arguments à l'appui, il reprochait à son collègue Gennadi Ossipov de fournir une caution scientifique aux putchistes d'août 1991³⁶. A l'affût d'un *scoop*, je cherchai à obtenir la permission de traduire cet article pour la rubrique *World Sociology* de la *Revue suisse de sociologie* mais Yadov refusa, me confiant en revanche un document totalement impubliable dans une revue occidentale.

Plus tard, à nouveau grâce à un crédit du Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique, je pus organiser la collaboration avec l'Université de l'Altaï à Barnaoul, près de Novosibirsk. Une délégation sibérienne conduite par Svyatoslav Grigoryev, Doyen de la Faculté des Sciences Sociales de cette université, avait également participé au colloque de Koninki, en Pologne³⁷. Nous étions resté en contact pendant plusieurs années. Je me rendis en Sibérie pour la première fois en 1995. Mes séjours là-bas furent inoubliables sur un plan existentiel car le régime soviétique a figé ce pays à un point tel que c'est la Russie des récits de ma

³³ Travaux sur lesquels je me suis appuyé dans mon article sur « *L'Europe de l'Est en transition...* » (2000a, pp. 135-149).

³⁴ Pour reprendre l'expression utilisée par notre collègue Jean-Bernard Racine, professeur de géographie à l'Université de Lausanne, qui s'est inspiré de la notion anglo-saxonne de « *urban drift* ».

³⁵ Article qui suscita pas mal d'intérêt. Voir notamment : Jean-Michel Berthelot, *Les vertus de l'incertitude*, Paris, PUF, 1996, pp. 229-231.

³⁶ Vladimir Yadov, *Rossiiskii natsional-sotsializm obyavlyayet manifest* [Le national-socialisme russe présente un manifeste], *Izvestia*, 9 avril 1992, No 85.

³⁷ Grigoryev avait publié sous forme de brochure, sous le titre « *Moget li rabotat chweitzarskaya model?* » [Le modèle suisse peut-il fonctionner?], une traduction russe de ma communication (Barnaoul, *Altaiskii Gosoudarstvennyi Universitet*, 1991).

grand-mère qui se présentait à mes yeux. Du point de vue des contacts scientifiques au contraire, la déception fut grande. Quelques jeunes chercheurs ne manquaient pas de bonne volonté mais ils auraient dû pouvoir être soustraits à la tutelle pesante de ceux qui conservaient un pouvoir de décision hérité de l'ère soviétique. Au niveau des responsables académiques ou des autorités locales, un mélange de roublardise et d'incompétence privait toute collaboration de perspectives réelles. Quant au travail de terrain, si tentant et si riche de promesses, il ne pouvait se pratiquer qu'à la sauvette, presque clandestinement, tant il se heurtait aux conceptions de mes interlocuteurs pour qui la recherche sociologique se confondait avec la manipulation de statistiques administratives – de qualité très douteuse d'ailleurs – et la pratique de sondages d'opinion ne prenant en aucune façon en compte l'élément « désirabilité » des réponses obtenues. J'ai pu tirer malgré tout de mes modestes tentatives quelques enseignements qui furent publiés dans les *Archives Européennes de Sociologie* (1997b) et dans les *Cahiers Internationaux de Sociologie* (1998). Des villageois de la région m'avaient fait savoir qu'ils étaient prêts à m'accueillir et à me permettre de vivre parmi eux pour étudier leurs conditions de vie; ce projet fut rendu impossible par l'attitude de notables locaux, *a priori* inquiets face à toute initiative qu'ils n'étaient pas sûrs de pouvoir contrôler entièrement. A présent, l'influence du KGB rebaptisé FSB se renforce dangereusement grâce au machiavélisme du Président Poutine et à l'indifférence de l'opinion occidentale. Des pratiques de surveillance et d'intimidation qu'on croyait définitivement abolies se réinstaurent peu à peu. Les possibilités qui semblaient s'offrir à la recherche de terrain au cours de la décennie écoulée paraissent de plus en plus sérieusement compromises.

REDÉCOUVERTE DE TOCQUEVILLE

Au retour d'un séjour en Bulgarie, en 1994, je trouvai une lettre de Madame Anne-Laure Angoulvent, me proposant, sur les conseils de Raymond Boudon, d'écrire un petit livre sur Tocqueville pour la prestigieuse collection « Que sais-je ? » qu'elle dirigeait alors aux Presses Universitaires de France. Je donnai mon accord, étant entendu que je ne présenterais pas le théoricien du libéralisme ou des institutions américaines, mais que je proposerais aux lecteurs un « Tocqueville sociologue », mettant l'accent sur la méthodologie implicite qui se dégage de son œuvre. Au moment où me vint l'offre de Madame Angoulvent, je ne pouvais nullement prétendre être un spécialiste de Tocqueville, mais je n'en étais pas moins familiarisé de longue date avec l'œuvre de cet auteur. A Bruxelles, dans les années soixante, Tocqueville était parmi les classiques qu'on lisait et qu'on faisait lire. C'était l'influence d'Eugène Dupréel qui n'avait pas encore cessé de se faire sentir. Celui-ci considérait en effet Tocqueville comme le penseur contemporain d'Auguste Comte « le plus véritablement inspiré d'un sain esprit sociologique » (1932, Vol. 1, p. 238). Plus tard, pour des collègues et amis comme Stephen Mennell (Dublin) ou Anton Zijderveld (Rotterdam), il paraissait aller de soi que Tocqueville avait sa place au Panthéon des « grands ancêtres », au même titre que Marx, Durkheim, Simmel ou Weber. Par ailleurs, pour peu qu'on s'intéresse à la démarche idéal-typique weberienne, on est inévitablement amené à retourner à Montesquieu dont Max Weber s'est inspiré, et à noter une parenté nullement

illusoire entre les procédés de raisonnement de Weber et ceux de Tocqueville dont Sainte-Beuve aimait à dire que l'œuvre fait « naturellement songer » à Montesquieu (1860, 1948, p. 94). Quoi qu'il en soit, si l'on m'avait proposé de rédiger un « Que sais-je ? » sur n'importe quel autre classique de la sociologie, je me serais certainement attelé à cette tâche avec la même ardeur. Pourtant, je dois bien l'avouer, après m'être mis à l'ouvrage, je fus très vite pris d'affection pour le personnage, en dépit de ses allures de notable censitaire. Ce qui m'attira tout particulièrement chez Tocqueville, c'est son ambivalence à l'égard de la société de son temps, ce sont ses sentiments contradictoires, souvent vécus sur le mode tragique, face aux bouleversements dont il est le témoin. Aristocrate ayant lucidement accepté le fait de la société bourgeoise, Tocqueville est écartelé entre la nostalgie d'un passé qui ne reviendra plus et l'acceptation d'une modernité dont il ne sait trop ce qu'elle réserve. Pétri de contradictions, Tocqueville est d'une certaine façon un homme en marge, toujours en décalage par rapport aux milieux qu'il fréquente plus par esprit civique que par affinité; il est ainsi tout à la fois le produit typique d'une époque de transition et l'analyste clairvoyant de cette époque de transition, si fascinante pour le sociologue tout comme pour l'historien.

Le livre sorti de presse en 1997 et fut bien accueilli. Il bénéficia d'un compte rendu dans le magazine à grand tirage *Sciences Humaines*. Il fit l'objet d'une recension bienveillante dans la *Revue Française de Sociologie*³⁸. Il paraît qu'il fut également mentionné dans une des émissions « Bouillon de Culture » de Bernard Pivot. Trois ans plus tard, il était traduit en japonais chez Hakasuisha à Tokyo. Je me suis consciemment efforcé de ne pas faire de cet ouvrage l'instrument de légitimation d'un courant sociologique particulier. J'ai également adopté de façon délibérée un ton qui n'est pas celui des manuels, en présentant d'entrée de jeu Tocqueville comme « un auteur qui jamais ne se voulut sociologue et pour qui la notion même de 'science sociale' s'associait aux idées socialistes qu'il jugeait dangereuses » (Coenen-Huther, 1997a, p. 4). Je précisai même que « Tocqueville était un publiciste comme le XIX^e siècle en connut beaucoup » (*ibid.*). Enfin, j'ai tenté de montrer que son œuvre avait des résonances multiples. Tocqueville fut le penseur d'une société de classes moyennes pour Raymond Aron dans les années 50, le témoin à charge d'une « société bloquée » pour Michel Crozier dans les années 60, le théoricien de la continuité historique pour François Furet dans les années 70, enfin la figure emblématique de l'individualisme méthodologique pour Raymond Boudon (*ibid.*, p. 123). Apparemment, tout cela n'a pas été compris du côté de chez Bourdieu. Dans les *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, on fit apparaître mon livre comme une des pièces maîtresses d'un « travail collectif d'ordre performatif » (Lardinois, 2000, pp. 76-87). J'ai été surpris de l'importance qui m'était ainsi accordée mais j'ai eu l'impression qu'on s'était trompé de cible. Dans toute sa généralité, la question soulevée est certainement intéressante d'un point de vue de théorie de la science; elle a d'ailleurs été traitée par Merton. Il s'agit de la relation très particulière que les sociologues entretiennent avec les classiques. Il est indéniable que la légitimation d'un point de vue

³⁸ Par Jean-Christophe Marcel, un jeune collègue que je ne connaissais pas à l'époque, mais qui s'est distingué depuis lors par un ouvrage sur « *Le durkheimisme dans l'entre-deux-guerres* » paru aux PUF en 2001.

théorique actuel par l'invocation d'un auteur du passé fait partie des procédés d'argumentation couramment utilisés au sein d'une discipline entretenant une relation problématique avec sa propre histoire. Mais le recours systématique à la citation tronquée n'est certainement pas le moyen le plus habile de susciter l'assentiment et de situer le débat au niveau souhaitable.

POUR LA SOCIOLOGIE FLAMANDE

Alors que je dirigeais l'enquête «Etudiants 90» tout en préparant le 13e congrès de l' AISLF, je reçu un appel téléphonique de Karel Dobbelaere, professeur à la *Katholieke Universiteit Leuven*, spécialiste de la sociologie des religions de stature internationale. On songeait à moi en Flandre pour faire partie, comme expert extérieur, de la commission des sciences sociales, politiques et de la communication du *Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek*, la section flamande, néerlandophone, du Fonds National belge de la Recherche Scientifique; l'autre expert extérieur allait être Jan Berting, professeur de sociologie à l'*Erasmus Universiteit Rotterdam*. Une douzaine d'années auparavant, il est vrai, j'avais été de ceux qui avaient adhéré dès sa création à la *Vereniging voor Sociologie* – la Société flamande de sociologie – et j'en étais donc *stichtend lid* – membre fondateur – mais je n'avais guère eu l'occasion de participer très souvent à ses activités. J'étais heureux que mes compatriotes flamands fassent appel à moi et je donnai mon accord sans hésitation. Ma tâche au service du *Nationaal Fonds* consistait à examiner chaque année toutes les requêtes – bourses de jeunes chercheurs, bourses postdoctorales, crédits de recherche – relevant du domaine de compétence de notre commission. Une fois par an, celle-ci se réunissait en séance plénière à Bruxelles. Ce fut pour moi l'occasion de constater l'ampleur de la victoire du mouvement flamand en moins d'un quart de siècle. Pour les Flamands, le temps des humiliations, le temps du dédain affiché par des francophones présumptueux dans le cadre d'institutions prétendument bilingues était terminé. Les représentants des universités flamandes réunis en séance sous la présidence de Karel Dobbelaere avaient tous atteint le niveau professoral sans avoir dû abandonner leur culture ni leur langue. Pour ce qui est du travail de la commission, mes propres critères d'appréciation, je dois le dire, étaient en général différents de ceux de mes collègues. Je n'arrivais plus à manifester le même intérêt prioritaire qu'autrefois pour la pertinence politique et sociale des projets qui nous étaient soumis. De prime abord, mes jugements s'écartaient donc très souvent de ceux des autres. Mais je pouvais malgré tout me rallier sans problème de conscience au point de vue majoritaire dans la mesure où il s'agissait d'une logique cohérente et non de marchandages fondés sur des relations de clientélisme inavouées, comme j'en soupçonnais ailleurs, dans d'autres organismes ayant une fonction semblable. J'ai accepté trois mandats successifs de trois ans au sein de cette commission. Entre-temps, en raison du processus de fédéralisation de l'Etat belge, le *Nationaal Fonds*... était devenu le *Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek – Vlaanderen*, c'est-à-dire le Fonds de la recherche scientifique de la Flandre. En 1998, j'ai cessé d'être rééligible mais, l'année suivante, ma collaboration fut sollicitée par une autre institution flamande: le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* ou Conseil Interuniversitaire Flamand. Il s'agissait de participer à une évaluation des enseigne-

ments des départements de sociologie et de science politique des cinq universités flamandes³⁹. Cette opération eut lieu au cours de l'année universitaire 1999-2000. Elle fut menée à bien par une commission présidée par Gust Van den Brande, professeur émérite à l'Université de Gand, et organisée selon une procédure conçue aux Pays-Bas. La visite des départements concernés fut pour moi un bain de jouvence car elle me permit de retrouver des collègues que je n'avais plus revus depuis plus de vingt ans. Les normes d'évaluation adoptées, en revanche, me mirent très vite mal à l'aise. Elles se fondaient à mes yeux – comme un peu partout en Europe à l'heure actuelle – sur une conception dangereusement naïve de l'enseignement supérieur. Les indicateurs de performance proposés dérivèrent clairement d'un modèle d'*input-output* simplificateur. Dans cette perspective, tout département universitaire offre des prestations qu'il y a lieu d'évaluer en termes de rendement et de valeur ajoutée. Le résultat doit pouvoir s'apprécier en fonction du temps nécessaire aux jeunes diplômés pour accéder au marché de l'emploi, à un niveau correspondant à ce que la formation reçue leur permet d'espérer. J'ai montré dans un article récent tout ce que cette conception inspirée du modèle de l'entreprise a de critiquable (2000b, pp. 93-95). En tant que membre de la commission, je me suis efforcé de rappeler la spécificité de l'université comme foyer de culture. Dans la conjoncture actuelle de massification de l'enseignement universitaire, j'ai plaidé pour l'introduction d'épreuves de sélection à l'entrée et je me suis dressé contre certains excès en matière d'évaluation des aptitudes pédagogiques. Mes interventions ne sont pas toutes restées lettre morte. Le rapport de nos travaux en porte la marque. J'eus néanmoins le sentiment de mener un combat d'arrière-garde. Mes collègues semblaient peu sensibles aux dangers que certaines attitudes font courir à la liberté académique. En fait, c'est cette notion même qui a perdu sa force d'inspiration.

ÉPILOGUE

Depuis 1993, je suis chargé de cours *nommé* au Département de Sociologie de l'Université de Genève. Cela signifie que j'ai cessé d'être engagé à l'année mais que je suis nommé pour des périodes de trois ans, renouvelables. Il y a une dizaine d'années, j'ai cru entrevoir une possibilité réelle d'accéder au professorat. Les restrictions budgétaires imposées par l'autorité politique et les rapports de force au sein du Département ne l'ont pas permis. Ma charge de cours est donc mon bâton de maréchal. J'assume des tâches d'enseignement à Genève depuis 1984 : d'abord de façon intermittente ; plus tard, depuis 1990, sur une base régulière. Pendant la décennie écoulée, j'ai assisté avec tristesse au déclin inexorable de l'institution universitaire qui se manifeste notamment par un cercle vicieux de la démotivation, dans les rapports entre enseignants et étudiants. Que l'université soit en crise est une vérité d'évidence ; je me suis exprimé à ce sujet à plusieurs reprises. A Genève, la révision en cours de la loi cantonale sur l'université va probablement mettre fin comme ailleurs à ce qui reste de la liberté académique. Le

³⁹ A savoir, *Katholieke Universiteit Leuven, Katholieke Universiteit Brussel, Rijksuniversiteit Gent, Universiteit van Antwerpen, Vrije Universiteit Brussel.*

sénat de l'université, au cours d'une ultime réunion à laquelle j'ai participé, a manifesté son opposition à la mise sous tutelle irrémédiable de la communauté universitaire. Pour des raisons de principe, j'ai soutenu la motion adressée à ce sujet à l'autorité politique. J'ai tenu à manifester, une dernière fois sans doute, ma fidélité à l'idée que je me fais de l'université. Force est pourtant bien d'ajouter que, dans les conditions actuelles, la défense de l'autonomie du corps professoral s'apparente fortement à la défense d'une fonction sacerdotale qui ne serait plus incarnée que par le prêtre déchu mis en scène par Graham Greene dans *The Power and the Glory*. Il ne reste plus qu'à se mettre en quête d'autres lieux où souffle l'esprit. Je termine en ce moment mon dernier mandat de trois ans. En septembre 2002, selon l'expression consacrée, je ferai valoir mes droits à la retraite. Mon prochain livre paraîtra dans quelques mois; un autre est prévu pour l'année suivante. La vie continue...

*Département de Sociologie
Université de Genève*

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Publications citées de Jacques Coenen-Huther

- *Opinions politiques en milieu ouvrier*, Bruxelles, Préface de René Evalenko. Editions de l'Institut Emile Vandervelde, 1961.
- *Opinions politiques en milieu ouvrier; une mise au point*, in «Res Publica. Revue de l'Institut Belge de Science Politique», Vol. VII, No 3, 1965, pp. 276-280.
- *La sociologie au service de l'administration publique*, in «Res Publica. Revue de l'Institut Belge de Science Politique», Vol. XI, No 2, 1969, pp. 309-326.
- *Professionnalisation de la sociologie et recherche appliquée*, in «Schweizerische Zeitschrift für Soziologie-Revue Suisse de Sociologie», Vol. 5, No 1, 1979, pp. 21-34.
- *Observations dans un kibboutz ou le rôle de la conceptualisation en sociologie*, in «Revue de l'Institut de Sociologie», 1980, No 2, pp. 207-225.
- *Le fonctionnalisme en sociologie: et après?* Préface d'Henri Janne. Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1984a.
- *Observation et conceptualisation en sociologie: pour une épistémologie positive*, in «Revue de l'Institut de Sociologie», 1984b, No 1-2, pp. 167-198.
- *Sociology and Decision-Making*, in «Social Policy and Administration», Basil Blackwell, Oxford, Vol. 21, No 2, 1987, pp. 187-199.
- *Competing Rationalities: the Students and their Studies*, in «Social Science Information», Londres, Sage Publications, Vol. 28, No 4, 1989, pp. 769-783.
- *The Emancipation of Women: a Common European Concern*, in «Higher Education in Europe, Unesco, Vol. XVI, No 4, 1991, pp. 54-62.
- *Production informelle de normes: les files d'attente en Russie soviétique*, in «Revue française de sociologie», XXXIII-2, 1992, pp. 213-232.
- *Post-Communist Poland: from Totalitarianism to Democracy?* (with Brunon Synak, eds), New York, Nova Science Publishers, 1993.
- *Contemporary Sociology in Switzerland*, in: R.P. Mohan et A. S. Wilke, Eds, «International Handbook of Contemporary Developments in Sociology», Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1994, pp. 205-224.
- *Observation participante et théorie sociologique*, Paris, L'Harmattan, 1995.

- *L'observation participante et l'épistémologie piagétienne*, in «Revue Européenne des Sciences Sociales», Tome XXXIV, No 106, 1996a, pp. 133-140.
- *Bulgaria at the Crossroads* (ed.), New York, Nova Science Publishers, 1996b.
- *Tocqueville*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Que sais-je?», 1997a.
- *La patience russe entre stratégie et impuissance: quelques remarques complémentaires*, in «Archives Européennes de Sociologie», Vol. XXXVIII, No 2, 1997b, pp. 291-298.
- *Formes et ambiguïtés de la compréhension en situation d'observation*, in «Cahiers Internationaux de Sociologie», Vol. 104, 1998, pp. 77-96.
- *L'Europe de l'Est en transition : circulation ou reproduction des élites?* in «Revue Européenne des Sciences Sociales», Tome XXXVIII, 2000a, No 118, pp. 135-149.
- *Les sociologues et la crise de l'Université : peur, aveuglement ou complicité?*, in «Revue Européenne des Sciences Sociales», Tome XXXVIII, 2000b, No 119, pp. 89-102.

2. Autres publications citées dans le texte

- Aron, Raymond, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955.
- Aron, Raymond, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962.
- Aron, Raymond, *Essai sur les libertés*, Paris, Calmann-Lévy, 1965.
- Aron, Raymond, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1966.
- Avneri, Uri, *Israel without Zionism. A Plan for Peace in the Middle East*, New York, MacMillan, 1968.
- Becker, Howard, *Outsiders. Studies in the Sociology of Deviance*, New York, The Free Press, 1963.
- Berger, Peter L., *Invitation to Sociology. A Humanistic Perspective*, Harmondsworth, Penguin, 1963.
- Berger, Peter L., *A Rumour of Angels. Modern Society and the Rediscovery of the Supernatural*, Harmondsworth, Penguin, 1971.
- Berger, Peter L. et Luckmann, Th., *The Social Construction of Reality. A Treatise in the Sociology of Knowledge*, Harmondsworth, Penguin, 1966.
- Bolle de Bal, Marcel, *Du côté des salariés : à la recherche de l'idéologie perdue*, in «Res Publica. Revue de l'Institut Belge de Science Politique», Vol. VII, No 2, 1965, pp. 112-125.
- Bott, Elizabeth, *Family and Social Network*, Londres, Tavistock, 1957.
- Boudon, Raymond, *L'analyse mathématique des faits sociaux*, Paris, Plon, 1967.
- Boudon, Raymond, *Les méthodes en sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Que sais-je?», 1969.
- Brandys, Kazimierz, *Miesiace 1978-1981*, Maison-Lafitte, Institut littéraire, 1982. Tr. fr. *Carnets de Varsovie*, Paris, Gallimard, 1985.
- Crombois, Jean-François, *L'univers de la sociologie en Belgique de 1900 à 1940*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1994.
- Dahrendorf, Ralf, *Homo Sociologicus. Ein Versuch zur Geschichte, Bedeutung und Kritik der Kategorie der sozialen Rolle*, Cologne et Opladen, Westdeutscher Verlag, 1965.
- De Smet, R. et Evalenko, R., *Les élections belges. Explication de la répartition géographique des suffrages*, Bruxelles, Editions de l'Institut de Sociologie, 1956.
- Dierickx, Anne, *L'Ecole Ouvrière Supérieure*, Bruxelles, Labor, 1996.
- Dönhoff, Marion Gräfin, *Kindheit in Ostpreußen*, Siedler Verlag, Berlin, 1988, Taschenbuchausgabe, 1991.
- Doorn, J.A.A. Van et Lammers, C.J., *Moderne sociologie. Systematiek en analyse*, Utrecht, Het Spectrum, Aula-Boeken, 1959.
- Dupréel, Eugène, *Le rapport social. Essai sur l'objet et la méthode de la sociologie*, Paris, Alcan, 1912.
- Dupréel, Eugène, *Traité de morale*, 2 vol., Bruxelles, Editions de la Revue de l'Université de Bruxelles, 1932.
- Dupréel, Eugène, *Sociologie générale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1948.

- Dupréel, Eugène, *Essais pluralistes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1949.
- Durkheim, Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, 1895, Paris, PUF, Quadrige, 1992.
- Friedrichs, Robert W., *A Sociology of Sociology*, New York, The Free Press, 1970.
- Goriely, Georges, *De la relativité du savoir sociologique*, in «Revue de l'Institut de Sociologie», 1950/1, pp. 19-34.
- Gouldner, Alvin W., *The Coming Crisis of Western Sociology*, Londres, Heinemann, 1972.
- Groot, A.D. de, *Methodologie. Grondslagen van onderzoek en denken in de gedragswetenschappen* [Méthodologie. Fondements de la recherche et de la pensée dans les sciences du comportement], La Haye, Mouton, 1961.
- Klemperer, Victor, *So sitze ich denn zwischen allen Stühlen, Tagebücher 1945-1959*, 2 vol., Berlin, Aufbau-Verlag, 1999.
- Koestler, Arthur, *La tour d'Ezra*, roman, Paris, Calmann-Lévy, 1947.
- Lardinois, Roland, *L'invention de Tocqueville*, in «Actes de la recherche en sciences sociales», No 135, 2000, pp. 76-87.
- Lazarsfeld, Paul F., Sewell, W.H. et Wilensky, H.L., Eds, *The Uses of Sociology*, New York, Basic Books, 1967.
- Man, Henri de, *Au delà du marxisme*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927. Nouvelle édition, Paris, Le Seuil, 1974.
- Mannheim, Karl, *Essays on the Sociology of Culture*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1956.
- Marcel, Jean-Christophe, *Le durkheimisme dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.
- Merton, Robert K., *Some Thoughts on the Concept of Sociological Autobiography*, in: Matilda White Riley, Ed., 1988, pp. 17-21.
- Merton, Robert K., *Social Theory and Social Structure*, 1949, enlarged edition, New York, The Free Press, 1968.
- Mills, C. Wright, *The Sociological Imagination*, 1959, Harmondsworth, Penguin, 1970. Tr. fr. *L'imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1967.
- Mumford, Lewis, *Technique et civilisation*, traduit de l'anglais, Paris, Le Seuil, 1950.
- Nisbet, Robert A., *The Sociological Tradition*, Londres, Heinemann, 1967. Tr. fr., *La tradition sociologique*, Paris, PUF, Coll. «Sociologies», 1984.
- Nowak, Stefan, *Polish Society in the Second Half of the 80s*, translated from Polish, Princeton, International Research and Exchange Board, 1988.
- Park, Robert E., *Migration and the Marginal Man*, in «American Journal of Sociology», Vol. 33, May 1928, pp. 200-206.
- Penef, Jean, *Les débuts de l'observation participante ou les premiers sociologues en usine*, in «Sociologie du Travail», No 1, 1996, pp. 25-44.
- Phillips, Derek, *Abandoning Method*, San Francisco, Jossey-Bass, 1973.
- Piaget, Jean, *Etudes sociologiques*, Droz, Genève, 1965.
- Piaget, Jean, Ed., *Logique et connaissance scientifique*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1967.
- Reichenbach, H., *Experience and Prediction*, Chicago, University of Chicago Press, 1938.
- Riley, J. W. Jr, *The Sociologist in the Nonacademic Setting*, in: P. F. Lazarsfeld et al., eds, 1967, pp. 789-805.
- Sainte-Beuve, Charles Augustin, *Causeries du lundi*, Tome XV, 1860, Paris, Garnier, 1948, pp. 93-121.
- Salomon, Ernst von, *Der Fragebogen*, 1951, nouvelle édition, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch, 1974.
- Société suisse de sociologie, *Mémoire concernant la politique de la science et le développement de la sociologie en Suisse depuis 1970*, in «Bulletin de la SSS», No 32, juin 1981.
- Talmon, Yonina, *Family and Community in the Kibbutz*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1972.

- Voyé, Liliane, *Allocution présidentielle. La société-monde : un défi pluriel pour la sociologie*, in « Bulletin de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française », Le XVIe Congrès, 3-7 juillet 2000, No 17, Toulouse-le-Mirail, janvier 2001, pp. 29-53.
- Weber, Max, *Wissenschaft als Beruf; Politik als Beruf*, 1919. Tr. fr., *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions, Coll. 10/18, 1959.
- White Riley, Matilda, Ed., *Sociological Lives*, Vol. 2, *Social Change and the Life Course*, Londres, Sage, 1988.
- Whyte, William Foote, *Street Corner Society*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943. Tr. fr., Paris, La Découverte, 1995.
- Zijderveld, Anton C., *De theorie van het symbolisch interactionisme*, Meppel, Boom, 1973.
- Zijderveld, Anton C., *The Abstract society*, Harmondsworth, Penguin, 1974.
- Zuzanek, Jiri, Ed., *Social Research and Cultural Policy*, Otium Publications, Waterloo, Ontario, 1979.